

RAPPORT ANNUEL

2024



Dossier spécial •
Partenariats
multi-acteurs

17 PARTENARIATS
POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



SOMMAIRE •

- **COORDINATION ET RÉDACTION**

Jeanne RENAULD,
avec l'appui des collaborateurs
du siège et du terrain.

Tous nos remerciements
aux représentants résidents,
aux chargés et conseillers programmes,
aux coordinateurs et assistants techniques,
aux coordinateurs de communication,
aux chargés administration, gestion et finances,
aux assistants techniques juniors
ainsi qu'à tous les autres collaborateurs
qui ont contribué à ce rapport annuel.

- **DOSSIER SPÉCIAL**

Coudy DIA,
Pascal FABING,
Max GLESENER

- **PHOTOS**

Tous nos remerciements aux auteurs
des différentes photos présentes
dans ce rapport annuel.

Couverture : © Bart VERWEIJ

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL • 4

CARTE D'IDENTITÉ • 6

CARTE DES SECTEURS • 8

FAITS MARQUANTS • 10

DOSSIER SPÉCIAL • 14

ACTIVITÉS PHARES • 20

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE EN 2024 • 46

**RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES
FORMULÉS ET MIS EN ŒUVRE EN 2024 • 48**

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL •



**NIMA
AHMADZADEH •**
Président du conseil
d'administration



MANUEL TONNAR •
Directeur général

• 2024 : FAIRE FACE, S'ADAPTER, AVANCER

L'année 2024 restera, pour LuxDev, une année charnière. Dans un monde en mutation rapide, marqué par l'instabilité géopolitique, la fragilité des démocraties et les défis climatiques croissants, notre Agence a su une nouvelle fois faire preuve d'adaptabilité et de résilience, fidèle à sa mission de mise en œuvre de la politique de coopération au développement bilatérale du Luxembourg. En effet, le retrait progressif de certains pays au Sahel a été compensé par des programmes dans de nouveaux pays partenaires et une augmentation de projets dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

• LA SITUATION AU SAHEL TOUJOURS PRÉOCCUPANTE

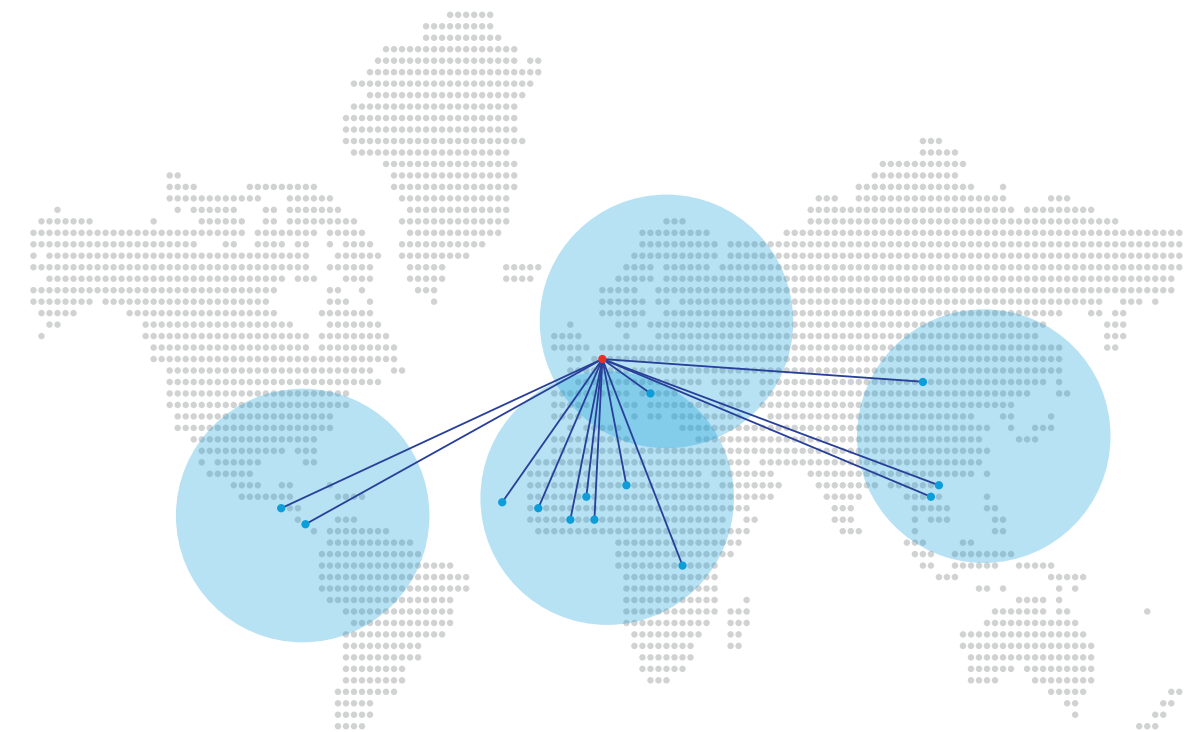
Au Sahel, la situation est restée particulièrement préoccupante et nous a poussés à adapter nos cadres d'intervention. Après l'arrêt des programmes au Niger en 2023 et conformément aux orientations gouvernementales, la coopération bilatérale n'a pas été renouvelée avec les régimes non démocratiquement élus du Burkina Faso et du Mali. Dans des conditions parfois complexes, nos équipes sur place ont continué à mettre en œuvre les projets existants, ainsi que ceux confiés par la Commission européenne. Au Sénégal, les projets du Programme indicatif de coopération (PIC) IV ont été prolongés, en attendant un accord sur la révision de l'accord général de coopération avec le nouveau gouvernement. Ces ajustements ont eu des conséquences humaines, budgétaires et opérationnelles importantes dans des pays qui ont longtemps constitué les piliers de nos interventions.

• UNE CAPACITÉ D'ADAPTATION DÉMONTRÉE

Malgré ces contraintes, 2024 a aussi été une année de progression. Une année durant laquelle nous avons su emprunter de nouveaux chemins et renforcer notre présence dans de nouveaux pays, grâce aux mandats reçus par le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Xavier BETTEL, et en étroite collaboration avec la Direction de la Coopération et les ambassades du ministère des Affaires étrangères (MAE). Ainsi, les nouveaux projets au Rwanda, au Bénin et en Amérique centrale ont bien progressé. Des efforts importants ont par ailleurs été déployés pour soutenir la reconstruction en Ukraine, et des premières actions ont été lancées au Togo, nouveau pays d'intervention de la Coopération luxembourgeoise. Nous y œuvrons à travers des coopérations déléguées à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), avec laquelle les liens se sont intensifiés.

Au Cabo Verde, au Laos et en Mongolie, les activités se sont poursuivies à un rythme soutenu, dans le cadre de projets et programmes bien établis. Au Kosovo, les relations de coopération au développement ont été prolongées au-delà de l'année 2025 – date de fin initiale du troisième accord bilatéral signé en juillet 2022 – et de nouveaux engagements ont été établis, notamment dans le cadre de la rénovation de l'hôpital régional de Gjilan. Enfin, au Vietnam, de nouvelles activités ont été initiées, toujours dans le secteur de l'environnement et du changement climatique, à travers un mandat qui nous a été confié par le Fonds vert pour le climat (GCF), auquel notre Agence est accréditée.

Fidèle au quatrième axe d'amélioration continue de sa Vision 2030, notre Agence s'est dotée d'expertises nouvelles, a renforcé sa transformation digitale et a consolidé sa gouvernance interne. Nous avons par ailleurs pu accueillir les représentants de la nouvelle délégation du personnel au sein de notre Conseil d'administration.



• DES RÉSULTATS SOLIDES

Les chiffres traduisent cet engagement. En 2024, LuxDev a déboursé 144 MEUR, soit près de 10 MEUR de plus que l'année précédente. Plus de 40 % de ces montants ont été investis dans notre cœur de métier : l'éducation, la formation et l'emploi. Bien que les déboursments au titre du Fonds de la Coopération au développement aient légèrement diminué en raison de la situation au Sahel (122 MEUR), les déboursments pour le compte du Fonds climat et énergie ont plus que doublé (8,27 MEUR), notamment au Cabo Verde, au Vietnam et au Rwanda. Les activités financées par des bailleurs tiers – l'Union européenne (UE), la Suisse et les Pays-Bas – ont également fortement progressé (14,10 MEUR), confirmant notre capacité à mobiliser des ressources additionnelles et notre positionnement comme partenaire de mise en œuvre fiable et efficace.

• LA DYNAMIQUE PARTENARIALE RENFORCÉE

Au-delà de ces résultats, 2024 a été une année de transition stratégique, où nous avons réaffirmé notre engagement envers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). En alignement avec notre Vision 2030, nous avons renforcé nos liens et nos partenariats avec un grand nombre d'acteurs. Une attention particulière a notamment été portée à la coopération avec le secteur privé. D'autres partenariats, avec la société civile, les acteurs luxembourgeois et internationaux œuvrant dans les domaines de l'innovation, du numérique, de la recherche et de la finance d'impact ont par ailleurs été renforcés. Dans l'esprit « Team Europe », nos collaborations avec d'autres agences bilatérales de développement européennes – Enabel, l'Agence française de développement (AFD) et la GIZ plus particulièrement – se sont également intensifiées, dans un souci d'efficacité conjointe et de complémentarité des expertises. Ces partenariats témoignent de la capacité de LuxDev à coconstruire des approches intégrées et innovantes, au service d'un impact plus durable. Nous vous invitons à consulter notre dossier spécial dédié à la vision partenariale de l'Agence pour plus de détails (voir pages 14 à 19).

• UN ENGAGEMENT COLLECTIF

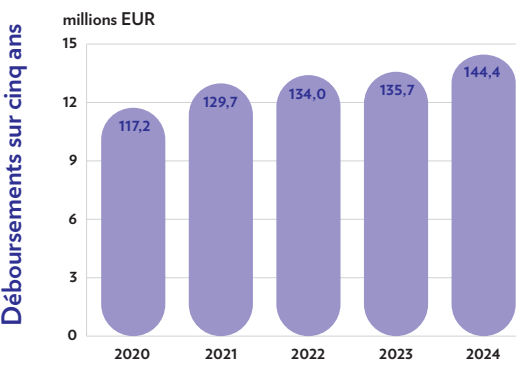
Tout au long de l'année, nous avons pu compter sur l'engagement sans faille de nos équipes, sur le terrain comme au siège, ainsi que sur la confiance renouvelée de nos bailleurs et de nos partenaires. À toutes et tous, nous adressons nos remerciements et notre sincère reconnaissance. Ce rapport annuel met en lumière les réalisations majeures de 2024 et les impacts de nos interventions. Désormais, l'année 2025 s'ouvre avec son lot de défis, mais aussi d'opportunités. Dans un contexte international de pression sur l'aide publique au développement, la quatrième conférence internationale sur le financement du développement, qui se déroulera fin juin à Séville, sera l'occasion de redoubler d'ambition et de créativité pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et promouvoir la réforme de l'architecture financière internationale.

Grâce à l'engagement du gouvernement luxembourgeois de dédier 1 % du revenu national brut à la coopération au développement et forts de notre expérience, de notre savoir-faire et de notre engagement collectif, nous abordons l'année 2025 avec lucidité, ambition et confiance.

CARTE D'IDENTITÉ •

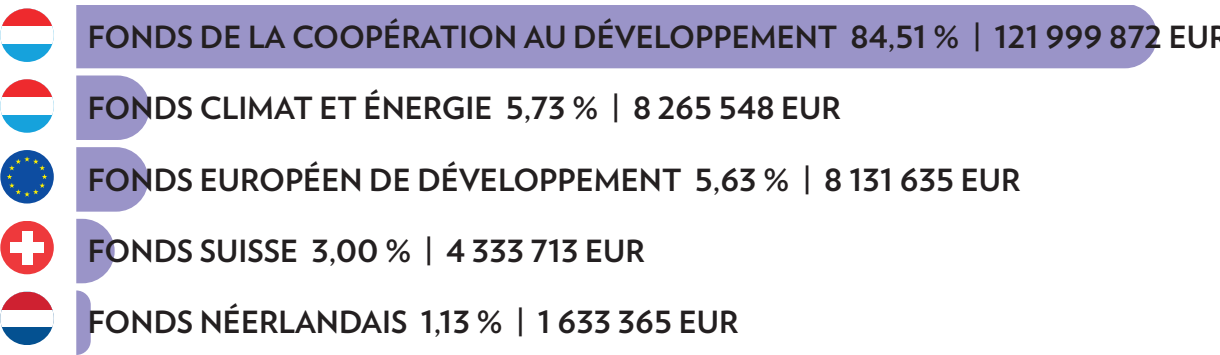


PROJETS ET PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE **89**



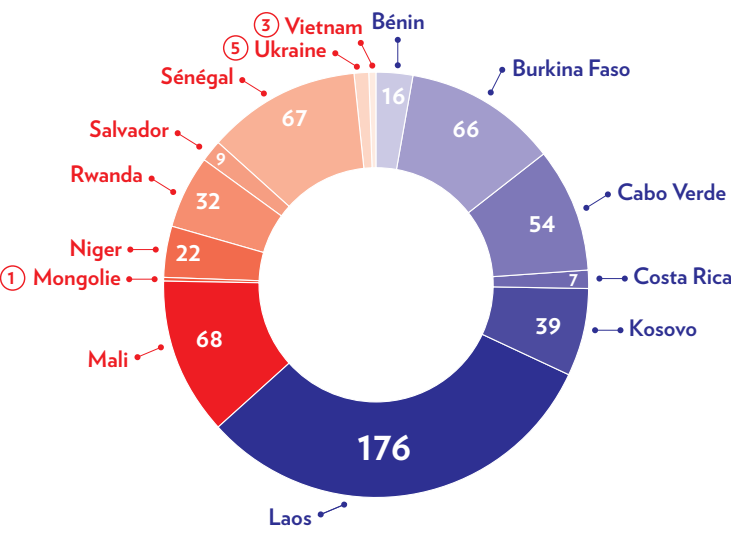
ÉTUDES RÉALISÉES **5** | BUREAUX PAYS/ RÉGIONAUX **10** | PROJETS/ PROGRAMMES EN FORMULATION **11**

Répartition par bailleur

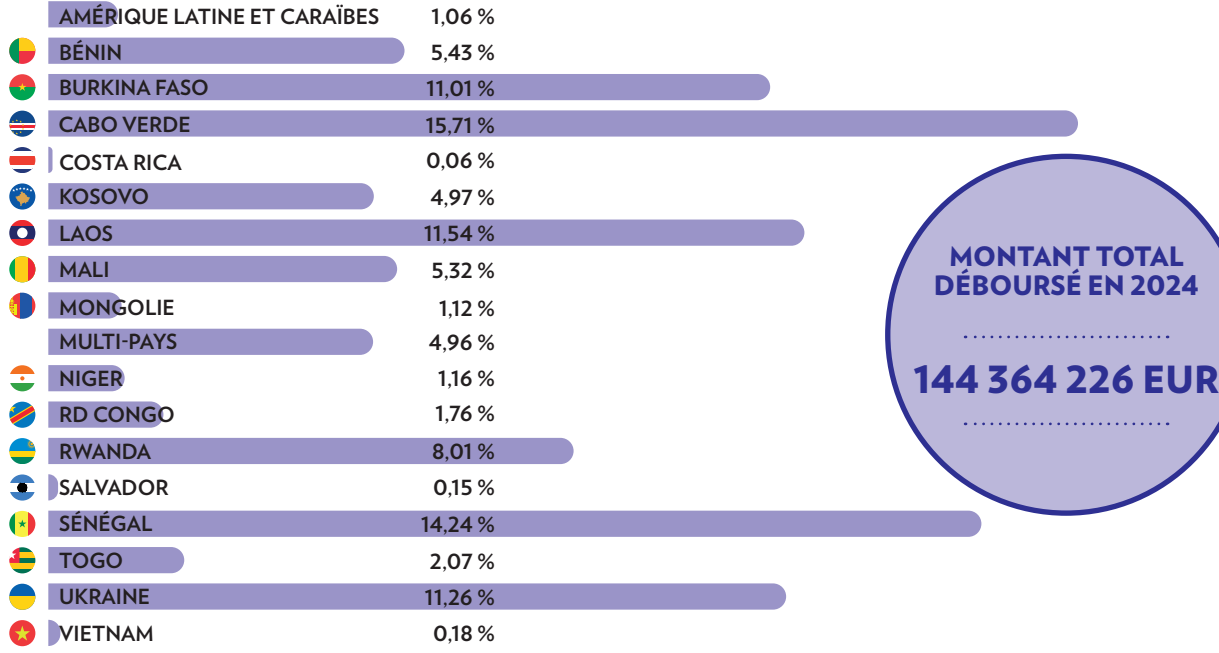


644 COLLABORATEURS
• **79** AU SIÈGE
• **565** SUR LE TERRAIN

Répartition sur le terrain

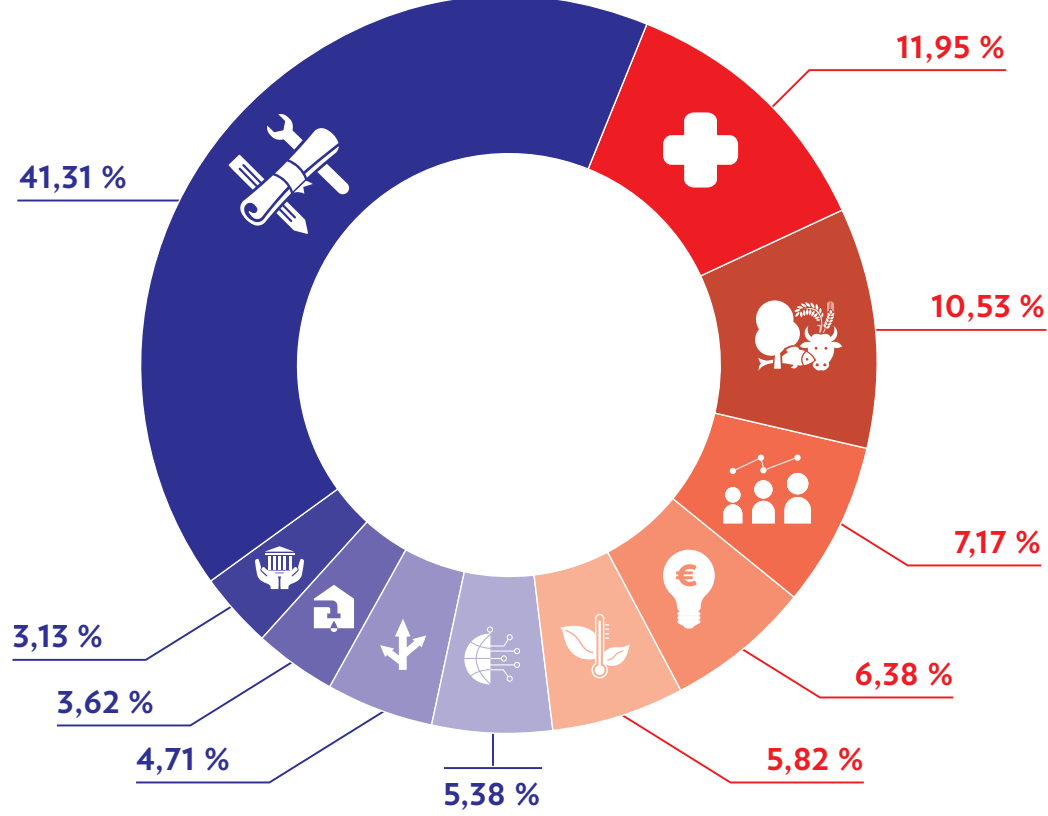


Déboursements 2024 par pays



MONTANT TOTAL DÉBOURSÉ EN 2024
144 364 226 EUR

Déboursements 2024 par secteur



SECTEURS **10**

CARTE DES SECTEURS •

AGRICULTURE,
SYLVICULTURE ET PÊCHE

EAU ET
ASSAINISSEMENT

ENVIRONNEMENT ET
CHANGEMENT CLIMATIQUE

FINANCE D'IMPACT

GOUVERNANCE

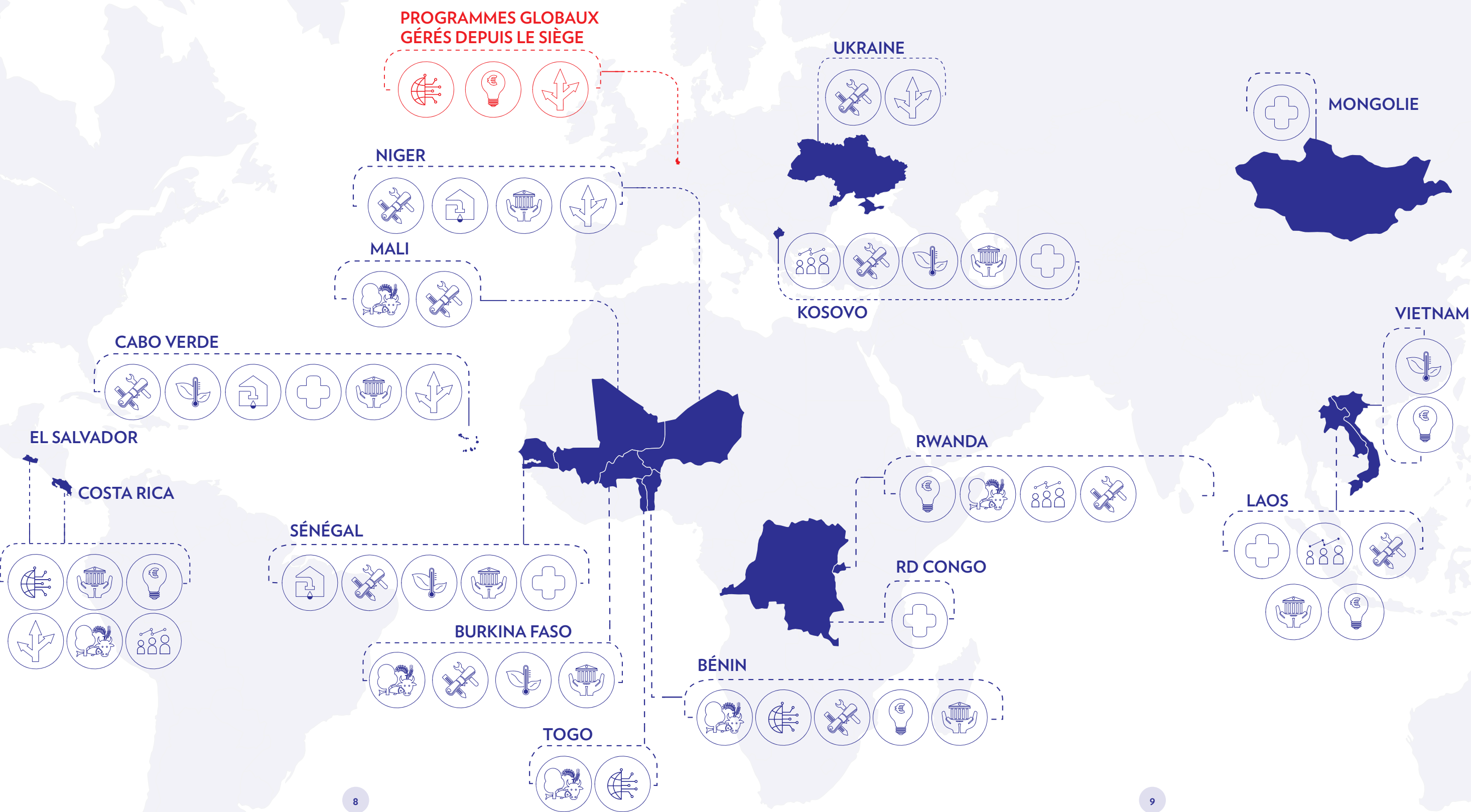
SANTÉ

AUTRES

DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE

DIGITALISATION
ET TIC

ÉDUCATION,
FORMATION ET EMPLOI



FAITS MARQUANTS •

• NOUVELLE CONVENTION AVEC L'ÉTAT

Une nouvelle convention avec l'État a été signée le 5 juin 2024. Elle remplace celle en vigueur jusqu'alors qui datait de 2017. Pour rappel, cette convention définit les relations entre LuxDev, en tant qu'agence luxembourgeoise de Coopération au développement, et l'État du Grand-Duché de Luxembourg, notamment concernant la répartition des compétences, les modalités de coopération et les procédures financières.

Parmi les nouveautés importantes, on relève le fait que les entités de l'État autres que le MAE, qui mandateront LuxDev pour mettre en œuvre des projets, participeront, elles aussi, aux frais de fonctionnement de l'Agence. C'est actuellement déjà le cas pour le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB), qui a contribué au budget de fonctionnement de l'Agence dès 2024. Cette nouvelle mesure vise à refléter le portefeuille désormais plus diversifié de l'Agence, notamment dans les domaines de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique, du digital pour le développement, de la finance d'impact et de la coopération avec le secteur privé.■



Le président du conseil d'administration de LuxDev, Nima AHMADZADEH ; le Vice-Premier ministre, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Xavier BETTEL ; et le directeur général de LuxDev, Manuel TONNAR

• UN NOUVEAU LOGO POUR L'AGENCE

Le 3 juin 2024, LuxDev a lancé son nouveau logo. Cette évolution vise à refléter le dynamisme, le professionnalisme, l'expertise, la présence globale et l'esprit de partenariat de l'Agence. La nouvelle identité graphique, liée à l'image de marque de l'État luxembourgeois, a été développée par l'agence Monogram, qui a également contribué à la conception de l'identité visuelle du Grand-Duché de Luxembourg.■



• DES APPUIS IMPORTANTS EN UKRAINE

En 2023, le MAE avait mandaté LuxDev pour identifier de premières actions de reconstruction à mener en Ukraine. Après la contribution au Business Development Fund ukrainien en 2023, LuxDev s'est vu confier en 2024 la mise en œuvre d'un projet dans le district de Kryvyi Rih, zone industrielle historique dont l'économie, en voie de diversification, est essentielle à la bonne marche du pays. Doté d'une enveloppe de 56 MEUR sur une période de cinq ans, ce projet, exécuté en collaboration avec Proman, a pour objectif d'appuyer le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle – notamment dans le domaine du déminage –, les micro-, petites et moyennes entreprises ainsi que les autorités locales dans leurs efforts de relance (lire pages 30 et 31).

Par ailleurs, le conflit ayant entraîné d'importantes perturbations dans l'infrastructure énergétique du pays, mettant à rude épreuve sa capacité à maintenir l'approvisionnement en électricité et à assurer les services essentiels, le Fonds de soutien à l'énergie de l'Ukraine a été créé dans le cadre d'un accord entre la Commission européenne et le ministère ukrainien de l'Énergie. Depuis fin 2024, la Coopération luxembourgeoise contribue à ce fonds à hauteur de 2 MEUR. Ces contributions sont utilisées pour financer les besoins les plus urgents des entreprises énergétiques ukrainiennes, tels que l'équipement, les pièces détachées et autres articles techniques, ainsi que les combustibles et les services nécessaires pour réparer les infrastructures et maintenir l'approvisionnement en énergie et en chaleur en Ukraine.■



• LE TOGO COMME NOUVEAU PAYS D'INTERVENTION

En 2024, le Togo s'est ajouté à la liste des pays d'intervention de LuxDev. Un accord général de coopération entre le Luxembourg et le Togo a en effet été signé en septembre. La Coopération luxembourgeoise y intervient principalement dans les secteurs de l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, de la digitalisation ainsi que de l'environnement et du changement climatique. Le thème de la bonne gouvernance a été retenu comme axe transversal.

Dans ce cadre, LuxDev a signé, en décembre 2024, deux conventions avec la GIZ pour les projets Forest4Future (lire page 22), de 3 MEUR, et ProDigiT (lire page 27), de 8,8 MEUR. Les interventions au Togo sont, pour l'instant, gérées depuis le bureau de LuxDev situé au Bénin.■



FAITS MARQUANTS •

• PARTICIPATION AUX CONFÉRENCES DES NATIONS UNIES



Frank WOLFF lors de la COP 16

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 29) s’est tenue du 11 au 24 novembre 2024 à Baku, en Azerbaïdjan. La délégation luxembourgeoise était menée par Serge WILMES, ministre de l’Environnement, du Climat et de la Biodiversité. À cette occasion, LuxDev a été impliquée dans la co-organisation, avec le Cabo Verde, d’un évènement ayant pour thématique la mobilisation du financement climatique dans les petits États insulaires en développement et présentant le cas du Cabo Verde.

LuxDev était également représentée à la Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (COP 16), qui s’est tenue à Cali, en Colombie, du 14 au 24 novembre 2024. Le représentant résident de LuxDev en Amérique latine, Frank WOLFF, y a présenté le projet de gestion durable des forêts et a participé à un panel sur les compensations écologiques organisé par le Global Green Growth Institute (GGGI).■

• UN ENGAGEMENT CLAIR ENVERS LES DROITS HUMAINS

En mars 2024, LuxDev a soumis, et publié par la suite, son rapport et sa déclaration d’engagement politique en matière de droits humains. Dans le cadre des interventions de l’Agence, six risques principaux pour les droits humains ont été identifiés :

- les risques liés à la santé et sécurité des travailleurs de l’entreprise, des communautés voisines, des partenaires de mise en œuvre et au sein de la chaîne de valeur ;
- les risques liés à des conditions de travail justes et équitables ;
- les risques liés à des pratiques de discrimination, violence et harcèlement sur le lieu de travail ;
- les risques liés au travail des enfants ;
- les risques liés à la dégradation des conditions de travail ;
- les risques liés à l’insécurité économique, à la pauvreté et à l’accès inadéquat aux besoins essentiels, ce qui peut compromettre le bien-être et la dignité humaine.

Pour faire face à ces enjeux, LuxDev s’est engagée à mettre en place une diligence adéquate, des formations et sensibilisations appropriées ainsi qu’un mécanisme de recours et de redevabilité effectif.

Pour rappel, LuxDev avait signé le Pacte national « Entreprises et droits de l’homme » le 20 septembre 2023, un engagement volontaire qui s’adresse aux entreprises souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme. La signature de ce pacte témoigne de l’engagement concret de LuxDev, en tant qu’entreprise, pour identifier les risques et prévenir les violations de droits de l’homme.■



• HAUTE DISTINCTION POUR LE DR PATTE POUR SON IMPLICATION DANS LES PROJETS EN MONGOLIE

Le 11 octobre 2024, le Dr Didier PATTE a reçu de Son Excellence Luvsanvandan BOLD, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Mongolie au Grand-Duché de Luxembourg, l’ordre de l’Étoile polaire. Il s’agit de la plus haute distinction civile que le gouvernement mongol puisse décerner à un citoyen étranger. Elle reconnaît la contribution significative du Dr PATTE, en tant que conseiller, aux projets de renforcement du système de santé cardiovasculaire et cardiologique de la Coopération luxembourgeoise mis en œuvre par LuxDev en Mongolie.■



De gauche à droite : M. Philippe CAHEN, consul honoraire de Mongolie au Luxembourg, Dr Arnaud CHARPENTIER, alors directeur général de l’Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle du Luxembourg, M. Georges TERNES, directeur de la Coopération au développement et de l’Action humanitaire au MAE, Son Excellence Luvsanvandan BOLD, Dr Didier PATTE, M. Manuel TONNAR et Dr Mongo DAGVA, conseillère sectorielle principale du projet Cardiologie, chirurgie cardiaque et télé-médecine en Mongolie

• SIGNATURE DU PREMIER PROJET AVEC LE GCF

Le 16 juillet 2024, lors de la 39^e réunion du conseil d’administration du GCF à Songdo, en Corée du Sud, le GCF a approuvé le financement pour le projet d’adaptation et de résilience climatique à Hue, au Vietnam (CARE Hue) (lire plus de détails en page 38).■



De gauche à droite et de haut en bas : M. Baas BRIMER, expert environnement et changement climatique à LuxDev, M. Jacques FLIES, ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en Corée du Sud, M. Thomas SCHOOS, coordinateur Affaires générales et internationales au MECB, Mme Jinkyung JEONG, chargée de projet au GCF, M. Manuel TONNAR et M. Henry GONZALES, directeur exécutif adjoint du GCF



DOSSIER SPÉCIAL • LES PARTENARIATS MULTI-ACTEURS AU CŒUR DE LA VISION DE LUXDEV



Les partenariats ont toujours occupé une place importante dans l'approche de LuxDev, mais l'année 2024 a marqué une avancée déterminante dans le développement d'instruments adaptés pour renforcer ces collaborations. À travers des exemples concrets, ce dossier spécial met en lumière la manière dont ces outils soutiennent la mise en œuvre d'un des axes majeurs de la Vision 2030 de l'Agence : le renforcement des partenariats multi-acteurs pour un développement durable réussi.



• LES PARTENARIATS MULTI-ACTEURS, LEVIER-CLÉ POUR ATTEINDRE LES ODD

Des partenariats solides et inclusifs sont essentiels pour atteindre les ODD, que ce soit à l'échelle mondiale, régionale, nationale ou locale. LuxDev accorde une attention particulière à la collaboration étroite avec les partenaires gouvernementaux. L'action publique est en effet essentielle pour répondre aux besoins des populations vulnérables et garantir un large impact. Pour autant – et le contexte géopolitique l'illustre actuellement de manière parfois douloureuse – les institutions publiques ont leurs limites pour répondre aux attentes légitimes des populations, notamment des jeunes, et nécessitent souvent des relais opérationnels.

Les entreprises, le monde académique et la société civile constituent des viviers d'innovations capables de répondre aux défis sociétaux. Les initiatives à fort impact sociétal se caractérisent souvent par des modèles économiques complexes et dépendent de diverses formes de financement pour assurer leur pérennité. Dans les pays en développement, souffrant

d'un déficit de financement structurel, ce défi est encore plus marqué : des initiatives à impact peuvent s'essouffler avant même d'atteindre une taille critique. Parallèlement, la finance à impact se structure et recherche des projets viables. Les gouvernements locaux comptent sur certaines initiatives pour compléter leurs actions dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'emploi ou encore la gestion des déchets.

En structurant ses modalités de partenariat avec ces acteurs, LuxDev joue un rôle de catalyseur pour soutenir ces initiatives et tirer des enseignements en vue de leur passage à l'échelle. Grâce à sa présence sur le terrain, l'Agence bénéficie d'un positionnement stratégique pour accélérer ces innovations au cœur des écosystèmes locaux. Par ailleurs, le Luxembourg, en tant que hub majeur de la finance à impact, offre un environnement propice pour mobiliser des financements et renforcer la pérennité de ces initiatives.



• DÉVELOPPER ET ENGAGER LE SECTEUR PRIVÉ

LuxDev soutient activement le développement du secteur privé. En 2024, l'Agence a par exemple accompagné le ministère de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et du Commerce du Kosovo dans l'organisation d'un appel à projets d'innovation, cofinant 34 projets de petites et moyennes entreprises et 15 projets de start-up, pour un total de plus de 1,6 MEUR, dont près de 500 000 EUR apportés par le gouvernement du Kosovo et plus de 1,1 MEUR par la Coopération luxembourgeoise. Parmi les projets financés, la start-up Advanced Systems and Technologies développera « Sharefox », une solution logicielle pour simplifier la mise en location de biens meublés et promouvoir

l'économie du partage. Cet appel à projets a été conçu en collaboration avec l'écosystème local, incluant incubateurs et centres d'innovation, et a prévu un incitatif pour encourager la levée de fonds auprès de business angels.

Une nouveauté importante pour l'exercice 2024 a été l'introduction d'activités d'engagement direct avec le secteur privé et d'instruments de mobilisation. De nouveaux outils de cofinancement visant à soutenir des solutions innovantes portées par des entreprises et ayant le potentiel d'accélérer les ODD ont ainsi été déployés.

Grâce aux nouveaux instruments de mobilisation du secteur privé, les entreprises deviennent de véritables partenaires qui contribuent aux ODD.

Au Rwanda, par exemple, où la densité de population pose un défi majeur pour la sécurité alimentaire et la souveraineté en matière d'apports en protéines, LuxDev, en collaboration avec Enabel et la Délégation de l'UE, met en œuvre le projet Kwiha pour soutenir la transition vers des systèmes alimentaires durables (lire page 23). Afin de répondre aux enjeux dans la filière de l'élevage, l'Agence a noué un partenariat avec l'entreprise UKC, qui développe une solution innovante de production de fourrage par hydroponie plus productive et moins consommatrice d'eau que la production en plein champ. Ce partenariat bénéficie du LuxAid Demonstration Fund, un nouvel instrument de mobilisation du secteur privé qui soutient le passage à l'échelle d'initiatives innovantes portées par le secteur privé. Trois entreprises ont ainsi été engagées au Rwanda pour un cofinancement de 1 MEUR. Quatre entreprises ont été sélectionnées au Sénégal pour un cofinancement de 1,3 MEUR et l'une d'entre elles a déjà été engagée en 2024.

Le LuxAid Challenge Fund supporte des projets plus en amont, avec des financements allant jusqu'à 120 000 EUR pour de jeunes initiatives innovantes. En 2024, un premier appel à propositions a été lancé au Sénégal, au Mali et au

Burkina Faso autour des thèmes de l'apprentissage à distance et de la sécurité alimentaire. Dix entreprises, parmi les 240 candidatures reçues, ont pu recevoir un cofinancement pour un montant de 1 MEUR. L'entreprise Ibriz fournit par exemple des solutions intégrées pour la production agricole en utilisant l'énergie solaire, des stations de pompage et des solutions de stockage. L'investissement cofinancé permettra de fournir des solutions d'irrigation et des services de stockage qui renforceront la sécurité alimentaire de près de 3 000 personnes, éviteront l'émission de 1 200 tonnes de CO₂ chaque année et augmenteront de 230 % les revenus de plus de 230 agriculteurs au Sénégal.

Le troisième instrument, la Business Partnership Facility (BPF), soutient quant à lui les collaborations innovantes et percutantes entre des entités du secteur privé basées dans l'UE et des entités basées dans des pays en développement. Au total, 6 accords de cofinancement ont été signés en 2024 pour un montant total de 950 000 EUR.

Grâce à ces bonnes pratiques d'engagement avec le secteur privé, des projets de coopération bilatérale peuvent désormais exploiter ces instruments dans leurs activités, maximisant ainsi l'impact et la durabilité des initiatives.



Découvrez le site dédié
aux instruments de mobilisation
du secteur privé





TÉMOIGNAGE •



IBISA, une FinTech luxembourgeoise, a tiré parti du soutien de la BPF pour introduire ses services en Afrique. Maria MATEO, cofondatrice et CEO d'IBISA, témoigne.

« De nombreux petits exploitants agricoles subissent des pertes de revenus dues aux aléas climatiques, notamment dans les pays à faibles et moyens revenus. Pour répondre à ce défi, IBISA a conçu une solution d'assurance indexée sur les données météorologiques, accessible même aux plus petits producteurs. Grâce à notre plateforme B2B et à l'analyse de données satellitaires, nous permettons une indemnisation rapide et économique en cas d'intempéries. Le soutien de la BPF a été un levier-clé pour notre entrée sur le continent africain. Cet outil nous a permis de lancer un partenariat au Niger avec le Réseau Billital Maroobé (une ONG représentant les éleveurs en Afrique de l'Ouest), pour tester notre solution dans des conditions réelles. Cette phase pilote a ensuite ouvert la voie à notre expansion régionale, d'abord au Sénégal, où depuis 2022, 1 000 éleveurs ont bénéficié de notre assurance, puis au Ghana, avec 1 200 agriculteurs couverts en 2024. En parallèle, nous avons collaboré avec l'ONG ADA - Appui au développement autonome et des institutions de microfinance pour atteindre 10 000 petits exploitants d'ici 2025. Nous travaillons également sur une offre adaptée aux pêcheurs. Un financement de 2,8 millions d'euros récemment obtenu nous permettra d'accélérer notre impact sur les marchés émergents. »



• LA COLLABORATION AVEC LE MONDE ACADÉMIQUE, MOTEUR DE L'INNOVATION

Des partenariats sont également établis avec le monde académique et de la recherche. La perspective académique permet d'enrichir la mise en œuvre des projets et programmes de coopération bilatérale exécutés par LuxDev, en générant de nouvelles connaissances, en transférant des savoirs et technologies et en formant des talents impliqués sur des questions de développement.

Au regard de l'intérêt croissant de la communauté de recherche luxembourgeoise pour les enjeux de la coopération au développement, ces initiatives sont conçues en collaboration avec l'écosystème national. En 2024, une facilité, LuxAid BRIDGES, a été lancée par le Fonds national de la recherche, le MAE et LuxDev. Elle a pour objectif de soutenir des initiatives de recherche pertinentes pour la coopération au développement et l'action humanitaire. Dix études de

faisabilité ont été financées et trois projets de recherche ont été sélectionnés. Parmi ceux-ci, le projet SENEWAT, mené par le Luxembourg Institute of Science and Technology et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar dans le domaine de l'eau potable, a bénéficié d'un soutien.

Une autre initiative-phare est SnT4Dev, portée par le centre interdisciplinaire Security, Reliability and Trust (SnT) de l'Université du Luxembourg. Ce projet vise à former des doctorants sur des thématiques adéquates pour la coopération au développement, à travers l'adaptation d'un modèle de thèse en partenariat. Dans ce cadre, des partenaires académiques au Bénin et au Sénégal seront impliqués dans l'identification de sujets de recherche pertinents dans le contexte socio-économique local, l'encadrement des thésards, et même la délivrance de doctorats dans le cadre de cotutelles.

• DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES AVEC LES ONG

Sur le terrain, LuxDev collabore aussi avec des ONG humanitaires internationales et locales pour continuer à intervenir auprès des populations vulnérables, dans des contextes politiques et sécuritaires contraignants. Ces partenariats permettent d'apporter des réponses complémentaires aux besoins immédiats et au renforcement de la résilience, comme c'est le cas au Burkina Faso dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence.

La combinaison des compétences humanitaires des ONG et de l'expertise de l'Agence en matière de mise en œuvre dans le domaine de l'éducation a permis de répondre rapidement aux

besoins éducatifs et alimentaires des populations burkinabè dans des localités proches de zones d'insécurité, accueillant de nombreux déplacés. Elle a également permis de mettre en place une réponse plus systémique visant à réduire les effets de la crise sur le système éducatif. En 2024, plus de 300 salles de classe ont été construites et équipées pour accueillir 1 400 élèves déplacés, dont une majorité de filles. En outre, 11 695 filles ont reçu des kits d'hygiène menstruelle, et 73 700 élèves ont bénéficié de kits scolaires pour étudier dans de meilleures conditions. Ces actions s'inscrivent dans la stratégie nationale d'éducation en situation d'urgence et ont impliqué les autorités locales.



En 2024, le partenariat de LuxDev avec une ONG internationale au Costa Rica a bénéficié directement à 2 325 personnes et indirectement à plus de 12 000 personnes.

Au Costa Rica, LuxDev collabore avec une ONG internationale pour soutenir l'intégration socio-économique des réfugiés nicaraguayens. Le Costa Rica compte en effet plus de 600 000 étrangers en situation régulière, soit plus de 10 % de sa population. Entre 100 000 et 200 000 personnes supplémentaires sont en situation irrégulière, principalement des Nicaraguayens fuyant les violences dans leur pays. Les actions du projet mis en œuvre avec l'ONG se concentrent sur la régularisation migratoire, l'amélioration des profils d'employabilité et le développement des compétences entrepreneuriales. En 2024, plus de 150 personnes ont suivi des formations techniques et obtenu des certifications, tandis que 300 autres ont renforcé leurs compétences entrepreneuriales. De plus, 44 personnes ont validé des diplômes professionnels, et plus de 1 500 Nicaraguayens ont été aidés dans la régularisation de leur statut migratoire. Des actions complémentaires telles que la diffusion de programmes radio, l'assistance humanitaire et la formation du personnel des organisations partenaires ont également renforcé l'impact de l'intervention.

Aussi, face à l'insécurité alimentaire croissante dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, des actions concrètes ont été mises en place depuis 2022 au Mali, Burkina Faso, Niger, Cabo Verde, Sénégal et Laos, en collaboration avec des agences onusiennes, des ONG internationales et des autorités locales. Il s'agit par exemple d'appui à l'alimentation scolaire, d'assistance alimentaire aux ménages déplacés ou de soutien aux ménages vulnérables en période de soudure. Au nord du Laos par exemple, en 2024, 2 619 familles ont participé à des formations et ont reçu des bourses pour développer des espaces potagers et de l'élevage. Au Sénégal, un accord avec la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes a permis de soutenir 140 projets visant à augmenter la sécurité alimentaire dans six départements, tout en créant de l'emploi et des revenus décents pour les femmes et les jeunes.

• CAPITALISER SUR L'ÉCOSYSTÈME LUXEMBOURGEOIS ET INTERNATIONAL

Ces dernières années, les liens avec l'écosystème luxembourgeois et international se sont également intensifiés, en écho à la Vision 2030 de LuxDev. Ces partenariats ont favorisé le

déploiement de collaborations stratégiques pour la mise en œuvre des programmes exécutés par l'Agence.



Signature d'un protocole d'accord entre LuxDev et GGGI



Signature d'une lettre d'intention entre LuxDev et LuxInnovation

**SnT - Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust**

Le 26 juin 2024, LuxDev a signé des conventions de partenariat avec le MAE et le SnT. Deux accords ont été signés, d'une part, concernant le financement de bourses d'études pour contribuer au développement de la recherche et de l'excellence académique au Cabo Verde, et d'autre part, concernant l'initiative SnT4Dev (lire ci-dessus).

**LUXEMBOURG GREEN EXCHANGE**

Cet acteur de l'écosystème financier luxembourgeois est mobilisé pour des actions de renforcement des capacités des acteurs de la finance au Rwanda dans le cadre du projet d'appui au développement du Kigali International Finance Center, qui contribue à l'ambition du pays de se positionner comme un centre international de services financiers (lire page 40).



Cet établissement participe à certaines interventions de LuxDev dans le domaine de la cybersécurité. Ainsi, la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) a contribué à la formulation du programme BeDigital au Bénin, visant à renforcer la transformation numérique du pays au sein d'un cyberspace sécurisé. Fin 2024, une convention de partenariat a été signée pour améliorer les compétences des professionnels béninois en cybersécurité. Dans le cadre du projet AU-EU D4D Hub, la LHC a organisé des formations au Cabo Verde sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance de la cybersécurité et des visites des principaux acteurs de cybersécurité de l'écosystème luxembourgeois ont été effectuées. Dans le cadre du projet de croissance durable et inclusive au Kosovo, la LHC a contribué à évaluer les besoins en formation en cybersécurité des fonctionnaires du pays et participé à l'étude portant sur l'analyse de ce que pourrait être un laboratoire de cybersécurité au Kosovo (lire aussi page 26).

**ADA – Appui au développement autonome**

LuxDev bénéficie de l'expertise de cette ONG de finance inclusive dans plusieurs de ses interventions au Bénin, Mali, Rwanda, Sénégal et Laos, dans les secteurs de l'emploi et l'entrepreneuriat ainsi que le développement rural et local.

**EHTL – École d'hôtellerie et du tourisme du Luxembourg**

L'EHTL apporte une expertise technique en formation professionnelle dans le domaine du tourisme au Bénin, dans le cadre du programme de construction de l'École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration dans le pays.



Le 5 juin 2024, LuxDev et Luxinnovation ont renforcé leur collaboration par la signature d'une lettre d'intention. Les deux agences se sont engagées à poursuivre leur coopération dans le cadre de la BPF – un outil de cofinancement pour l'engagement du secteur privé qui soutient des partenariats commerciaux à fort impact entre entreprises européennes et acteurs des pays en développement (lire page 15) – mais également de tout autre mécanisme de cofinancement géré par LuxDev impliquant des entreprises privées ou des organismes publics de recherche luxembourgeois.



Une lettre d'intention a été signée entre GGGI et LuxDev, visant à soutenir les pays en développement et les économies émergentes dans l'atteinte des ODD et la mise en œuvre des engagements de l'Accord de Paris sur le climat. Cette collaboration tire parti des forces complémentaires des deux organisations dans des domaines tels que l'adaptation au changement climatique, la gestion des déchets, l'agriculture résiliente et la foresterie durable. LuxDev et GGGI cherchent également à développer des initiatives favorisant la mobilisation du financement climatique, l'inclusion financière et la création d'emplois verts.

**• DES PARTENARIATS RENFORCÉS POUR UN IMPACT DURABLE**

La panoplie d'instruments dont s'est dotée LuxDev pour développer des partenariats multi-acteurs est un atout formidable pour accroître la flexibilité de l'Agence, mais aussi pour renforcer ses partenaires locaux dans leurs approches partenariales. Des projets ont d'ores et déjà bénéficié de ces possibilités en phase de conception. C'est le cas, entre autres,

du projet d'appui au développement du Kigali International Finance Center et du projet de sylviculture durable et énergies renouvelables au Rwanda, du programme BeDigital au Bénin, du projet visant à favoriser des emplois décents au Mali ou encore des projets d'adaptation au changement et à la résilience climatiques au Vietnam.

TÉMOIGNAGE •

Hien Bui THI MAI, coordinatrice technique principale du projet Finance for resilience au Vietnam, décrit l'approche multi-partenaire du projet et son impact. Ce projet vise à renforcer la résilience et les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, notamment les femmes, dans la province de Thua Thien Hue (lire page 41).



En identifiant les dysfonctionnements au sein des chaînes de valeur agricoles, nous encourageons un soutien ciblé, fondé sur les principes du développement des systèmes de marché. Nous encourageons des partenariats stratégiques entre de multiples parties prenantes, en particulier avec des acteurs du secteur privé qui possèdent les ressources et les stratégies pour conduire un changement systémique. Notre collaboration avec les institutions financières se concentre sur l'élaboration de solutions financières sur mesure, qui répondent aux besoins spécifiques des petits exploitants agricoles. Grâce à cette approche, nous cherchons à développer des projets bancables qui améliorent la qualité et la valeur des produits agricoles, renforcent la résilience des agriculteurs et créent des opportunités d'investissement significatives dans des solutions répondant aux enjeux climatiques. In fine, les liens avec le marché sont établis, maintenus et renforcés par les parties prenantes elles-mêmes, le projet n'apportant que le soutien initial nécessaire pour les faciliter.



Par ailleurs, des projets spécifiques dédiés à la coopération Sud-Sud et triangulaire sont en cours de développement, en cohérence avec l'ODD 17. L'un de ces projets, formulé en 2024, vise à consolider le rôle du Salvador dans cette coopération. S'appuyant sur les acquis des interventions précédentes de la Coopération luxembourgeoise – notamment le renforcement des capacités des acteurs nationaux – le Salvador déploie désormais des initiatives de coopération technique à l'étranger, par l'intermédiaire de son Fonds de coopération Sud-Sud. Le projet tient compte de la nouvelle architecture institutionnelle de gestion de la coopération, coordonnée par ESCO, l'Agence salvadorienne de coopération, et s'aligne sur les priorités stratégiques du gouvernement, qui entend positionner le pays comme un acteur régional et international. Ainsi, le projet contribuera à renforcer les capacités des institutions nationales impliquées dans la mise en œuvre de ces initiatives. Il accompagnera la transition du pays vers un développement durable et innovant, tout en consolidant sa participation aux espaces de coopération internationale. Un projet similaire a été élaboré en 2024 au Costa Rica pour renforcer l'implication du pays dans la coopération Sud-Sud et triangulaire, en particulier dans les échanges de connaissances et de savoir-faire avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce projet soutiendra l'échange de technologies et de bonnes pratiques dans des domaines-clés tels

que l'égalité des genres, la résilience climatique et la durabilité environnementale. L'objectif est de favoriser des partenariats durables, tout en consolidant les capacités techniques et institutionnelles des pays impliqués pour mieux répondre aux défis mondiaux du développement.

À l'avenir, l'un des enjeux sera de prendre en compte les approches systémiques dans les projets. Une plus grande attention pourra être portée à l'échelle et à la durabilité des projets dès leur phase de conception, sur base de cet enrichissement des possibilités de partenariat qui permet d'impliquer plus facilement le bon partenaire au bon moment. Un autre des principaux défis résidera dans la construction de passerelles efficaces entre les initiatives entrepreneuriales accélérées dans les pays d'intervention et les instruments de finance à impact soutenus par la Coopération luxembourgeoise. Des outils tels que le Fonds pour l'entrepreneuriat féminin en Amérique latine, le Financing Innovation Tool initié par ADA et le MAE, ainsi que le programme Catapult de la Luxembourg House of Financial Technologies, incarnent la dynamique du Luxembourg. L'objectif sera de amplifier ces projets et de combler les éventuels gaps à travers le déploiement d'instruments financiers complémentaires, avec l'expertise renforcée de LuxDev, pour intensifier encore l'impact des initiatives visant à atteindre les ODD. ■

AGRICULTURE,
SYLVICULTURE
ET PÊCHE •



15 196 594 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



10

projets/programmes en exécution

11 %

des déboursements en 2024

LuxDev intervient dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche pour améliorer la sécurité alimentaire, préserver l'environnement et renforcer les économies locales.

• RENFORCER LES FILIÈRES AGRICOLES

À travers les programmes mis en œuvre au Mali, LuxDev contribue à renforcer les filières agricoles et la sécurité alimentaire, à soutenir l'entrepreneuriat rural et à améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables en diversifiant leurs revenus. Dans un contexte socioéconomique et sécuritaire complexe, ces interventions favorisent une agriculture plus productive, durable et inclusive, grâce à une approche combinant formation, structuration des filières porteuses et accès au financement.

L'un des axes majeurs des interventions de l'Agence concerne l'insertion économique des jeunes dans les métiers agricoles. Les programmes facilitent leur accès à des formations en gestion et en agroécologie, ainsi qu'à des financements pour développer des projets innovants. À cet égard, 5 900 producteurs de pomme de terre ont été formés aux bonnes pratiques agroécologiques, permettant d'augmenter significativement la productivité de leurs cultures, passant de 18 tonnes par hectare en 2022 à 21 tonnes en 2024. Des formations en gestion de l'eau et en techniques culturales, auxquelles 349 maraîchers ont participé, leur ont également permis de mieux gérer les ressources naturelles. À la suite des formations, ils se sont en effet organisés en sous-groupes de rotation pour arroser leurs planches de culture, en vue de mieux gérer l'eau. La revue des techniques culturales a quant à elle permis d'atténuer la problématique de déficit d'eau dans les périmètres maraîchers. Enfin, 1 791 projets portés par des jeunes, des micro-, petites et moyennes entreprises ainsi que des organisations de producteurs ont été financés, visant l'insertion économique de 1 000 jeunes dans les filières agricoles.

En soutenant et professionnalisant les organisations agricoles et les structures locales, les programmes favorisent également une autonomisation durable. Le programme d'appui aux filières agropastorales, par exemple, accompagne le Conseil régional et les deux faitières du lait local et de la pomme de terre pour offrir des services plus efficaces aux petites exploitations. Il a notamment appuyé la production de semences de pomme de terre par le Comité régional de l'interprofession de la pomme de terre de Sikasso : 132 tonnes de semences et 2,6 tonnes de plants destinés à la production de pommes de terre de consommation ont été produites en 2024, favorisant le développement économique local.

RÉUSSITE

• LE CHAMP DES POSSIBLES DE MAHAMOUDOU



Mahamoudou COULIBALY
Jeune producteur de 28 ans - Ségou, MALI

« Les conseils de l'AOPP ont révolutionné mes activités. Mes récoltes de sésame ont bondi de 0,8 tonne/hectare à 1,2 tonne/hectare. J'ai maintenant une vision claire de mon futur agricole et une gestion optimisée de mon exploitation. »

À la sortie de la ville de Ségou, au Mali, un champ de sésame évoque une histoire extraordinaire. Chaque graine semée est le reflet de la passion et de la ténacité de Mahamoudou COULIBALY. Sa réussite est le fruit d'un partenariat fructueux avec l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP), dans le cadre du programme de développement rural et sécurité alimentaire. Grâce à une production de plus de 120 tonnes de fumure organique, Mahamoudou a pu revitaliser plus

de 50 hectares de terres de l'exploitation agricole familiale à laquelle il appartient, avec du mil, du riz, du sorgho, etc. Il a également diversifié ses cultures avec du sésame et du fonio, s'étendant sur plus de cinq hectares. Grâce à sa collaboration avec l'AOPP, il a exploré de nouveaux horizons, élargissant son activité vers l'embouche bovine, avec une dizaine de têtes par cycle de production.■

INNOVATION

• TRANSFORMER LES SYSTÈMES AGRO-PASTORAUX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le projet de recherche et innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest (PRISMA) vise à transformer les systèmes agro-pastoraux en Afrique subsaharienne pour les rendre plus productifs, résilients face au changement climatique et sains pour les animaux, les humains et l'environnement. Il s'appuie sur la recherche, le partage des connaissances et le dialogue politique autour de la gestion des ressources naturelles, de l'alimentation du bétail et de la santé animale. Mis en œuvre conjointement avec Enabel et AECID, PRISMA soutient la restauration des terres agropastorales au Niger ainsi que les politiques

d'aménagement et de délimitation de zones à vocation pastorale résilientes au changement climatique au Burkina Faso et au Mali. En 2024, PRISMA a réalisé un inventaire des initiatives crédits carbone dans la zone d'intervention (projets de récupération des terres, de reboisement, de biogaz et de foyers améliorés) pour en tirer des leçons et favoriser leur réplcation à plus grande échelle. En 2025, un outil de télédétection permettra de mesurer l'évolution de la biomasse et la quantité de carbone séquestré. Une étude d'impacts socio-économiques des initiatives crédits carbone dans la zone d'intervention du projet sera également réalisée.■

• PRÉSERVER LES FORÊTS, APPUYER LES COMMUNAUTÉS

Face aux défis croissants de la déforestation, de l'exploitation non durable des ressources naturelles et du changement climatique, LuxDev met en œuvre des projets au Rwanda, au Togo et en Amérique latine et Caraïbes pour une sylviculture durable. Bien que situées dans des contextes variés, ces interventions partagent une vision commune : restaurer les paysages forestiers, améliorer la gestion des forêts et développer des chaînes de valeur durables, tout en assurant des bénéfices économiques et sociaux aux populations locales.

Au Rwanda, le projet Sylviculture durable et énergies renouvelables efficaces pour des conditions de vie améliorées (SFERE) vise à accroître la résilience des paysages forestiers et des communautés locales. Il appuie la restauration et la gestion responsable des plantations afin d'améliorer la production de biomasse tout en limitant la pression sur les écosystèmes forestiers. Le projet promeut également l'usage de solutions de cuisson propres et peu consommatrices de biomasse. Par ailleurs, il soutient la diversification des sources de revenus et l'amélioration des conditions de vie des populations dépendantes des forêts. Adoptant une approche collaborative et innovante, le projet SFERE s'appuie sur un réseau de 11 partenaires, dont des agences gouvernementales, des agences internationales de développement, des institutions académiques et de recherche et des acteurs du secteur privé. En 2024, le projet a réévalué le modèle des unités de gestion des forêts privées et des coopératives forestières en intégrant des considérations de genre et de durabilité. Des accords stratégiques ont été conclus avec les autorités locales pour une restauration efficace des forêts, dans une approche communautaire. En outre, des préparatifs ont été effectués pour introduire la technologie clonale/la culture de tissus, en partenariat avec l'Université du Rwanda, le Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board et des acteurs du secteur privé. Cette initiative vise à mettre en place une installation de haute technologie pour la diffusion efficace de variétés d'arbres améliorées, en renforçant la diversité des semis et en incorporant éventuellement des espèces indigènes.

En Amérique latine, le projet d'appui à la gestion durable des forêts, lancé officiellement le 31 juillet 2024, met en œuvre une approche novatrice axée sur le développement du secteur privé forestier comme moteur de croissance économique pour les populations dépendant des ressources forestières, contribuant ainsi à leur préservation. Pour ce faire, le projet soutient notamment les investissements du [Forest and Climate Change Fund](#), par le biais d'une assistance technique visant à accroître la portée et la rentabilité du fonds. L'année 2024 a marqué le début des opérations d'assistance technique pour les bénéficiaires du fonds, avec 13 contrats d'assistance technique signés, exécutés ou en cours d'exécution. Différentes thématiques sont abordées, telles que l'appui à la création de plans d'aménagement forestier, la mise à niveau des pratiques comptables, le développement d'approches de commercialisation, ou encore la revue critique des processus de production. Un appui technique structurant a ainsi été fourni à l'association indigène Bio-Itzá au Guatemala, pour la création de son premier plan d'aménagement forestier quinquennal. Ce soutien lui a permis de se conformer à une obligation essentielle de l'accord de concession et de disposer d'une base solide et d'une perspective claire pour le développement forestier des cinq prochaines années.

• LE SAVIEZ-VOUS ?

Le projet d'appui à la gestion durable des forêts vise à mettre 3 000 hectares de forêts privées du Costa Rica sous plans de gestion forestière, afin de promouvoir une gestion durable intégrant des traitements sylvicoles.

TÉMOIGNAGE •



Lucio LÓPEZ
Président du conseil d'administration de Conjunto Predial

Au Mexique, grâce au soutien du Forest and Climate Change Fund et du projet d'appui à la gestion durable des forêts, l'entreprise Conjunto Predial - entreprise qui a bénéficié de l'assistance technique du projet d'appui à la gestion durable des forêts en Amérique latine - a renforcé sa planification et sa gestion forestière au sein de l'*ejido* (zone communautaire) de Nuevo Becal, qui fonctionne selon un mode de gestion collective des terres.

« L'*ejido* a mis en place un plan de gestion forestière sur 50 ans, avec un cycle de rotation de 200 ans, assurant la régénération des forêts et une utilisation responsable des ressources sur plus de 25 000 hectares. La zone est certifiée FSC, positionnant Conjunto Predial et l'*ejido* Nuevo Becal comme des références dans la région. L'assistance technique du projet a permis d'améliorer la prise de décision et de renforcer nos capacités en gestion forestière, favorisant des relations plus étroites avec l'*ejido* afin d'assurer une gestion forestière communautaire efficace. Le soutien de la coopération est essentiel pour continuer à renforcer nos stratégies. Je pense que nous avons initié une collaboration précieuse. C'est très motivant, car cela me permet d'entrevoir de nouvelles perspectives que je n'imaginais pas auparavant. Bien que des défis subsistent, notre organisation a commencé à structurer son modèle économique, ce qui profite aujourd'hui à 34 membres pour la gestion de plus de 7 000 hectares de forêts. L'implication des femmes a pris une importance particulière : quatre d'entre elles participent activement aux décisions et aux activités productives. De plus, l'intégration des jeunes dans les processus de suivi et de restauration forestière est une garantie précieuse pour assurer la continuité de ce modèle sur le long terme. »

Chacune de ces avancées démontre que la gestion forestière peut être un moteur de protection de l'environnement, de bien-être et de développement pour toute une communauté.

NOUVEAU PROJET AU TOGO

FORESTS4FUTURE

Depuis fin 2024, le Luxembourg apporte une contribution essentielle au projet Forests4Future au Togo, où plus de 50 % de la couverture forestière a disparu depuis 1990. Mis en œuvre avec la GIZ, ce projet contribue à la restauration des écosystèmes forestiers et au développement économique des populations rurales. Il met l'accent sur le renforcement des capacités locales,

la restauration des forêts-galeries et le soutien aux chaînes de valeur forestières, avec un accompagnement des producteurs et des entrepreneurs du secteur. Grâce à une approche intégrée, Forests4Future vise à générer des revenus durables pour les communautés locales, tout en garantissant une gestion responsable des ressources naturelles.■



• DES TERRES RESTAURÉES, DES FORÊTS MIEUX GÉRÉES ET DES EMPLOIS DURABLES

Au Burkina Faso, où l'économie dépend fortement des ressources naturelles, le programme d'appui à la gestion durable des ressources forestières intervient dans la récupération de terres dégradées et la gestion durable des forêts afin de préserver ou développer les revenus des communautés locales, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Au total, 7 000 hectares de forêts se trouvent sous aménagement grâce à l'élaboration et à la validation de trois plans d'aménagement forestier, renforçant ainsi la conservation durable et la sécurisation des ressources naturelles. De plus, 2 299 hectares de terres dégradées ont été récupérés. Le programme appuie également les initiatives vertes du secteur privé. En 2024, le programme a subventionné des projets d'entreprises créateurs d'emplois pérennes, en partenariat avec AECF, une organisation internationale de promotion de l'énergie photovoltaïque. Cette activité a pour but de verdir les processus de production, de stabiliser la fourniture d'électricité face à l'instabilité du réseau et de booster l'économie des entreprises. 42 entreprises ont été sélectionnées, pour 294 emplois à créer. Elles seront subventionnées pour un montant de près de 1,7 MEUR.■



• SOUTENIR UNE PRODUCTION AQUACOLE DURABLE

Les projets Kwiha et Delta Mono, mis en œuvre respectivement au Rwanda et au Bénin, visent tous deux à développer des systèmes alimentaires durables et résilients, renforcer les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture afin d'améliorer la production, la consommation et les revenus issus de produits de qualité, tout en intégrant des pratiques respectueuses de l'environnement et en favorisant l'autonomisation des populations, des agriculteurs et des pêcheurs. Dans les deux pays, LuxDev contribue au renforcement des capacités des acteurs, notamment à travers des activités de formation des jeunes et d'amélioration des modèles d'exploitation piscicole. Parallèlement, l'accès au financement est facilité, en accompagnant les petites et moyennes entreprises du secteur dans leurs recherches de financement et en mettant en place de mécanismes encourageant l'investissement dans l'aquaculture et l'économie verte.

Mené dans le cadre de l'initiative Team Europe « Nourrir les villes », le projet Kwiha s'attaque aux défis du secteur de l'aquaculture, de la pêche et de l'horticulture – coûts élevés de l'alimentation pour poissons, disponibilité limitée d'alevins de qualité et inefficacité des modèles d'entreprise des coopératives d'élevage d'étangs – en améliorant l'accès aux marchés et aux pratiques durables. Aujourd'hui, seules 16 % des coopératives agricoles d'étangs du Rwanda sont en effet opérationnelles. En 2024, après une étude ayant évalué plus de 100 piscicultures, le projet a revitalisé l'aquaculture en réactivant d'anciennes infrastructures, à travers une meilleure gestion et de nouveaux modèles d'exploitation. Parmi ces exploitations, 19 à fort potentiel ont été sélectionnées comme modèles pour démontrer les meilleures pratiques et former d'autres pêcheurs.

Le projet Delta Mono au Bénin, qui fait également partie d'une initiative Team Europe, s'inscrit dans une dynamique similaire, dans le but de préserver la biodiversité de la Réserve de biosphère du Mono et de développer l'Aire marine protégée d'Avlékété-Bouche du Roy, tout en assurant la productivité des exploitations locales. En 2024, 200 jeunes ont été sélectionnés pour suivre un parcours de formation professionnelle et d'insertion dans les secteurs de l'agroécologie, de l'économie verte et des systèmes alimentaires durables. Des centres de formation et de stage ont été identifiés pour les accueillir et une dizaine de métiers porteurs ont été choisis pour ce programme d'insertion. Les jeunes bénéficieront d'un accompagnement tout au long de leur parcours, jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet.

Grâce à ces différentes interventions, LuxDev contribue à la structuration d'un secteur agricole, sylvicole et aquacole plus résilient, inclusif et durable, favorisant la croissance économique, la sécurité alimentaire et la préservation des écosystèmes.■



DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE •



10 352 160 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



4

projets/programmes en exécution

7%

des déboursements en 2024

Le développement socio-économique englobe différentes actions visant à améliorer les conditions de vie des populations, en réduisant la pauvreté, en créant des emplois et en promouvant l’inclusion sociale. Dans ce secteur, LuxDev met en œuvre des actions ciblées, telles que le déploiement d’infrastructures de base, le renforcement du capital humain, le soutien à l’entrepreneuriat, le développement des micro-, petites et moyennes entreprises et la promotion de l’inclusion financière. Ces initiatives visent à créer des opportunités économiques et à renforcer la résilience des populations locales.

• DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PENSÉS PAR LES COMMUNAUTÉS

Au Rwanda, le Basket Funding for Pro-Poor Development soutient le développement économique local et la réduction de la pauvreté en finançant des projets d’infrastructure et de développement économique local dans 16 districts défavorisés. L’accent est mis sur l’agriculture, les services publics (santé, éducation, assainissement), l’égalité des sexes et la résilience climatique. Les projets sont mis en œuvre par les administrations locales du district, sous la supervision de l’Agence de développement des entités administratives locales. Deux grandes réalisations ont marqué l’année 2024 : la rénovation du centre de santé de Rutake, qui a vu sa capacité d’accueil passer de 10 000 à 27 837 personnes, améliorant significativement l’accès aux soins et les conditions sanitaires ; et la réhabilitation de l’école primaire de Karama, réduisant la surpopulation scolaire et améliorant le programme d’alimentation scolaire, offrant ainsi un meilleur cadre d’apprentissage aux élèves. Depuis son lancement en décembre 2023, le fonds a financé 100 projets pour un total de 19,5 MEUR, permettant notamment la construction ou rénovation de 8 centres de santé, 110 salles de classe, 10 ponts et 35 kilomètres de réseau d’eau potable, contribuant ainsi à l’amélioration des conditions de vie des communautés rurales.

Une approche similaire est mise en place au Laos avec le programme de développement local pour améliorer le bien-être des populations rurales, en particulier dans les districts et villages les plus pauvres des provinces de Bokeo, Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane. Le programme donne la priorité à la planification participative et à l’allocation des ressources au niveau des districts et des villages. En 2024, une activité majeure a été la planification et l’approbation de plans de développement dans 226 villages. Ce processus a permis aux communautés locales d’identifier et de répondre à leurs besoins spécifiques en matière de développement, tels que l’accès à l’eau potable, l’amélioration des infrastructures hydrauliques, l’éducation, la santé, le développement agricole et le microfinancement. Les comités de développement des villages ont reçu les budgets convenus et des formations ont été dispensées pour une mise en œuvre efficace et une appropriation locale des projets identifiés. Environ 172 000 personnes bénéficient de cette initiative.

TÉMOIGNAGE •



Sisouk KHOUNVITHONG
Directeur adjoint du département de la Planification et de l’Investissement
et coordinateur du programme de développement local à Bokeo

« Le processus de planification du développement villageois est une initiative essentielle qui façonne l’avenir des villages. Cette démarche constitue un engagement envers l’autonomisation de nos communautés et la mise en place d’un développement durable qui répond aux besoins et aux réalités de notre population.

Le processus repose sur un principe fondamental d’inclusivité. Il encourage la participation active de tous les membres de la communauté, garantissant que chaque voix soit entendue. Cette approche nous permet d’identifier les priorités et les défis locaux, renforçant ainsi le sentiment d’appropriation des habitants. Grâce à cet effort collectif, nous pouvons concevoir des solutions adaptées à nos contextes culturels et sociaux spécifiques. Puisque les priorités émanent des communautés elles-mêmes, nous sommes convaincus que les interventions auront un impact réel et durable sur leur vie.



Réhabilitation d’une station de pompage pour le système d’approvisionnement en eau au Rwanda



• L’ENTREPRENEURIAT FÉMININ ENCOURAGÉ

En Amérique latine, le programme régional pour la promotion de l’entrepreneuriat des femmes, mis en œuvre en partenariat avec le Centre régional pour la promotion des micro-, petites et moyennes entreprises (CENPROMYPE), vise à promouvoir le développement socio-économique en mettant l’accent sur l’insertion des femmes entrepreneures dans la région du Système d’intégration centraméricain (SICA). Le programme contribue à créer un environnement régional plus inclusif pour les femmes dans l’économie, en renforçant leur autonomie et en améliorant l’accès aux services de développement entrepreneurial. En 2024, une avancée majeure a été la création et le lancement du Fonds pour l’entrepreneuriat féminin. Ce fonds propose des lignes de crédit destinées aux femmes entrepreneures et bénéficie des premières souscriptions de LuxDev et du CENPROMYPE. Une stratégie de levée de fonds a été initiée pour mobiliser davantage de ressources auprès des institutions financières et ainsi maximiser les bénéfices pour les femmes entrepreneures de la région SICA (lire aussi page 41). De plus, une assistance technique est prévue pour accompagner les entreprises et les institutions financières de la région. Le lancement officiel du fonds a eu lieu à San Salvador, en présence notamment de CENPROMYPE et de représentantes des femmes entrepreneures du SICA.

• L’INNOVATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Enfin, au Kosovo, le projet de croissance durable et inclusive vise à contribuer à une croissance économique durable en soutenant l’innovation, l’inclusion et le développement social. Il encourage les investissements locaux et étrangers dans un cadre sécurisé et transparent, avec l’objectif de créer des emplois et d’améliorer les finances publiques. Plusieurs institutions kosovares bénéficient de ce soutien, notamment le bureau du Premier ministre, l’Agence de soutien à l’investissement et aux entreprises, le ministère de l’Intérieur, le ministère de l’Industrie, de l’Entrepreneuriat et du Commerce et l’Assemblée du Kosovo. En 2024, deux avancées ont marqué le projet. Le premier programme de subventions à l’innovation a été lancé et a bénéficié à 34 PME et 14 start-up. Ce programme vise à stimuler l’entrepreneuriat en aidant les entreprises à développer des projets innovants, renforçant ainsi la croissance économique et les exportations. En outre, un nouveau système de vote électronique a été installé au Parlement du Kosovo, remplaçant un système obsolète depuis une décennie. Cette mise à niveau, pleinement opérationnelle depuis septembre, améliore la transparence politique en permettant au public d’accéder aux votes des représentants parlementaires.■



DIGITALISATION ET TIC •



7 763 462 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



5

projets/programmes en exécution

2

projets en formulation

5%

des déboursements en 2024

LuxDev accompagne la transformation numérique de plusieurs pays à travers des initiatives adaptées aux contextes locaux. Cet engagement s’inscrit dans une vision stratégique visant à renforcer les capacités institutionnelles, favoriser l’inclusion numérique et stimuler l’innovation technologique.

• PLUSIEURS ACTIVITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Dans le cadre du projet Digital for Development Hub Union africaine - UE, LuxDev a accompagné des institutions africaines vers une transformation numérique inclusive. En mars 2024, une délégation du Cabo Verde, composée de responsables en cybersécurité, a effectué une visite d’étude à Luxembourg. En partenariat avec la LHC, la délégation a suivi des formations en gestion des risques et incidents tout en rencontrant les acteurs-clés du secteur. LuxDev a également mené une mission de renforcement des capacités pour établir des centres opérationnels de cybersécurité et un laboratoire d’innovation en gouvernance électronique au Cabo Verde. Au Sénégal, en collaboration avec la Délégation générale à l’entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes, l’Agence a mobilisé des experts pour soutenir 50 entreprises agricoles innovantes. Ces entrepreneurs ont bénéficié de formations en marketing digital et en logiciels spécifiques du secteur. Parmi eux, 10 start-up ont reçu un accompagnement sur mesure pour optimiser leurs modèles d’affaires et développer des prototypes viables. LuxDev a aussi participé à l’organisation du forum de l’agriculture numérique à Dakar les 7 et 8 mai 2024, réunissant l’écosystème AgriTech sénégalais et des entreprises numériques internationales. Les start-up soutenues ont pu présenter leurs solutions et valoriser les acquis de ce programme.

Découvrez la synthèse des activités menées par LuxDev dans le cadre du projet Digital for Development Hub Union africaine - UE



Lancée en juillet 2024 en collaboration étroite avec le SnT de l’Université du Luxembourg, l’initiative SnT4Dev renforce la coopération avec les universités d’Afrique de l’Ouest pour développer les compétences en technologies de l’information et de la communication (TIC) et en recherche. Le projet vise à combler le manque de scientifiques qualifiés pour mener des recherches adaptées aux contextes des pays partenaires et enseigner au sein des universités locales. Il soutient la recherche appliquée en lien avec l’industrie locale et les initiatives Digital for Development (D4D). Ainsi, SnT4Dev formera 22 docteurs et 7 post-doctorants qui, après deux ans au Luxembourg, réintégreront leur université d’origine. Un partenariat stratégique a par exemple été établi avec le Groupement interbancaire monétique de l’Union économique et monétaire ouest-africaine pour renforcer la sécurité du *mobile money*. Deux sujets de thèse ont été définis : l’un sur les dimensions socio-techniques de la sécurité, l’autre sur les vulnérabilités des applications mobiles. Une plateforme recueille également des sujets de recherche issus du terrain afin d’assurer l’adéquation des travaux aux besoins concrets des populations et des acteurs locaux. A moyen terme, le projet ambitionne de diffuser la culture de la recherche dans le secteur privé et d’accompagner les politiques d’enseignement supérieur.

INNOVATION

• DEUX PROJETS FORMULÉS EN AMÉRIQUE LATINE

En 2024, LuxDev a également travaillé sur la formulation d’initiatives répondant aux défis émergents de la digitalisation. Le projet Emploi des jeunes et numérisation au Salvador a ainsi été conçu pour faciliter l’insertion des jeunes disposant de compétences numériques via des dispositifs d’intermédiation, d’incubation et d’accélération, et ce dans tous les secteurs de l’économie salvadorienne. Il prévoit également la création d’un laboratoire d’innovation numérique et le renforcement de la gestion de l’information dans l’écosystème de l’emploi

numérique. Au Costa Rica, un projet d’e-gouvernance et de digitalisation spatiale accompagnera le développement des services numériques, améliorera l’interopérabilité des systèmes et renforcera la production, la collecte et la diffusion de données spatiales. Ces données soutiendront des décisions stratégiques dans des domaines-clés comme la résilience climatique et la sécurité alimentaire. En partenariat avec des acteurs luxembourgeois, le projet encouragera l’open data, l’intelligence artificielle et l’innovation.■

NOUVEAUX PROGRAMMES

• VERS UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DURABLE ET INCLUSIVE

Aligné sur les ambitions du gouvernement, le programme BeDigital au Bénin a débuté en mai 2024 pour renforcer la sécurité du cyberspace, faciliter l’accès aux services numériques, accroître l’inclusion financière et encourager l’écosystème d’innovation du numérique. Dans ce cadre, le programme cible prioritairement le gouvernement, les réseaux d’entrepreneuriat féminin et les start-up technologiques. Il met l’accent sur la transformation digitale des acteurs partenaires dans les secteurs d’intervention de la Coopération luxembourgeoise au Bénin, à savoir la formation professionnelle et la finance inclusive.

Dans le même esprit, le programme ProDigiT s’inscrit dans la stratégie nationale de transformation digitale du Togo, en améliorant les capacités numériques des acteurs publics et privés, en développant des infrastructures numériques solides, et en soutenant l’innovation technologique. Le programme cible plus de 20 000 personnes – dont plus de 7 000 femmes bénéficiant de formations et certifications en compétences numériques – et soutient la digitalisation de 250 très petites, petites et moyennes entreprises. Depuis fin 2024, la Coopération luxembourgeoise, à travers LuxDev, contribue à ce projet cofinancé par l’UE et l’Allemagne et mis en œuvre par la GIZ.■



Formation D4D Hub au Cabo Verde



INTERVIEW •

Laurent GANGBÈS
Directeur général de l’Agence de développement des petites et moyennes entreprises (ADPME)



L’ADPME soutient les petites et moyennes entreprises (PME) béninoises à travers une offre intégrée d’accompagnement, d’orientation et de financement. Son directeur général, M. Laurent GANGBÈS, nous éclaire sur les défis du numérique et les solutions mises en place, notamment avec l’appui du programme BeDigital.

Quels sont les défis pour les PME en matière d’adoption des technologies numériques ?

Le manque de financement est un obstacle majeur : l’acquisition d’outils technologiques, la formation du personnel et la mise en place de solutions numériques nécessitent des investissements que de nombreuses PME peinent à mobiliser. La faible maîtrise des outils digitaux ainsi que l’accès limité au crédit, aux subventions et aux infrastructures technologiques, notamment en zones rurales, freinent la transition digitale.

Quelles sont les actions prévues dans le cadre du programme BeDigital ?

Le programme vise à renforcer leur compétitivité à travers plusieurs actions : financement de projets pour la digitalisation des PME, développement des compétences numériques, soutien à l’innovation pour les encourager à développer des solutions adaptées au marché local. Le programme plaide également pour une amélioration du cadre réglementaire pour faciliter la digitalisation des PME. LuxDev et l’ADPME collaborent pour créer un écosystème entrepreneurial solide, axé sur la digitalisation, l’innovation et le financement durable des PME, pour soutenir leur croissance à long terme.

EAU ET ASSAINISSEMENT •



5 227 999 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



2

projets/programmes en exécution

1

projet en formulation

4%

des déboursements en 2024

Étroitement lié à la santé, à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à la réduction de la pauvreté, le secteur de l'eau et de l'assainissement constitue un levier essentiel pour prévenir les maladies hydriques, améliorer la qualité de vie et favoriser une croissance économique durable.

Pour renforcer l'accès à l'eau et à l'assainissement, LuxDev déploie des actions ciblées, principalement au Cabo Verde. Cela passe par la construction et la réhabilitation de systèmes d'approvisionnement en eau et d'infrastructures sanitaires, notamment des latrines et des dispositifs de gestion des eaux usées. L'innovation et la gestion durable des ressources sont également au cœur des interventions, avec l'intégration des énergies renouvelables dans la production et la distribution d'eau, ainsi que le développement de systèmes de récupération et de réutilisation des eaux usées.

En parallèle, LuxDev accompagne les opérateurs du secteur dans l'entretien des infrastructures et l'optimisation de la gestion de leurs opérations, afin de réduire les pertes techniques et commerciales. L'appui à la gestion et au traitement des déchets constitue aussi une priorité, pour limiter les risques sanitaires et environnementaux et garantir un cadre de vie plus sain pour les populations.

• DÉSALINISER L'EAU DE MER

Au Cabo Verde par exemple, LuxDev met en œuvre le programme Eau et assainissement, qui finance des investissements stratégiques et renforce les capacités des opérateurs et régulateurs du secteur. Bien que les indicateurs du pays soient en progression et supérieurs à ceux des autres pays d'Afrique subsaharienne, le secteur de l'eau et de l'assainissement demeure fragile. La raréfaction progressive des ressources en eau douce impose un recours massif à la désalinisation de l'eau de mer, entraînant une hausse des coûts de production, notamment en raison de la consommation énergétique. Cette dynamique met sous pression l'équilibre financier des opérateurs publics, dans un contexte où l'accès à l'eau reste économiquement contraignant pour de nombreux ménages.

Face à ces défis, le programme agit concrètement en améliorant les infrastructures et en renforçant les compétences des acteurs publics en charge de l'approvisionnement en eau. Par ailleurs, l'appui aux régulateurs techniques et économiques favorise une gouvernance plus transparente et efficace du secteur. L'objectif final est de garantir un service public d'eau et d'assainissement durable, de qualité et accessible à l'ensemble de la population.

Véritable défi technologique et logistique sur une île très reculée, l'unité de désalinisation de Brava, d'un montant de 7 MEUR, est entrée en service en février 2025.



INTERVIEW •

M. Rui EVORA
Administrateur d'Águabrava



• UNE RÉVOLUTION POUR L'ACCÈS À L'EAU SUR L'ÎLE DE BRAVA

En 2024, le programme Eau et assainissement a accompagné le développement d'une unité de désalinisation 100 % solaire sur l'île capverdienne de Brava, où vivent 6 000 habitants. Rui Evora, administrateur d'Águabrava, l'opérateur public de gestion de l'eau, nous éclaire sur ce projet.

Comment le projet d'unité de désalinisation est-il né ?

Depuis plusieurs années, l'île de Brava fait face à une diminution inquiétante de ses ressources en eau potable. Jusqu'à présent, son approvisionnement reposait sur une unique source, dont le débit a considérablement baissé en raison de sécheresses de plus en plus fréquentes. Face à cette urgence, le programme Eau et assainissement nous a accompagnés dans l'identification, la conception et la réalisation de cette unité de désalinisation de l'eau de mer, fonctionnant à 100 % à l'énergie solaire.

Qu'est-ce qui rend ce projet si innovant ?

La désalinisation est un processus énergivore. Au Cabo Verde, l'énergie est majoritairement produite à partir de pétrole importé, ce qui représente un coût élevé. Pour réduire cet impact, nous avons conçu une unité qui fonctionne uniquement à l'énergie solaire. L'installation a été dimensionnée pour produire, durant les heures d'ensoleillement, toute l'eau nécessaire pour 24 heures de consommation (300 m3 par jour). Ce choix permet non seulement de réduire l'empreinte carbone, mais aussi de garantir un coût abordable pour les consommateurs et l'opérateur.

Quel sera l'impact concret pour les habitants ?

Cette unité de désalinisation solaire transforme la vie des habitants de Brava. Grâce à elle, ils ont un accès fiable et continu à une eau parfaitement potable, disponible 24h/24. De plus, en réduisant la dépendance aux ressources fossiles et en assurant une production d'eau à un coût maîtrisé, ce projet constitue un modèle de durabilité pour l'ensemble du pays.

Cette initiative représente une avancée majeure pour l'île. Elle répond non seulement aux exigences du secteur en termes d'accès à l'eau potable, mais aussi aux objectifs du pays en termes d'environnement, de stratégie énergétique et de résilience climatique.■



© Sonia SEMEDO



© Sonia SEMEDO

• LE SAVIEZ-VOUS ? •

Grâce à la nouvelle unité de désalinisation de l'île de Brava, la population a accès à 90 litres d'eau potable par jour et par personne, contre 45 avant sa mise en service.

ÉDUCATION,
FORMATION
ET EMPLOI •



4 961 718 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



23

projets/programmes en exécution

2

projets en formulation

41 %

des déboursements en 2024

LuxDev soutient la mise en œuvre d’actions intervenant sur l’ensemble du continuum éducation-formation-emploi, en accompagnant les gouvernements des pays d’intervention dans le déploiement de leurs politiques en la matière. Ces interventions convergent autour d’objectifs partagés : renforcer le système d’enseignement, adapter l’offre de formation aux besoins du marché, améliorer l’accessibilité pour les publics vulnérables et promouvoir des modèles d’insertion professionnelle durables.

• ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI EN SITUATION D'URGENCE : DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Au Burkina Faso, LuxDev met en œuvre un programme visant à garantir l’accès à une éducation de base de qualité pour tous. Depuis 2015, la crise sécuritaire dans le pays a accentué les difficultés du système éducatif. Les déplacements d’élèves, dus à la fermeture d’écoles en zones à risque, rendent crucial l’appui aux efforts de l’État pour assurer la continuité éducative. Dans sa phase 2023-2025, le programme d’appui au Plan sectoriel de l’éducation et de la formation 2017-2030 soutient l’éducation en situation d’urgence pour un accès sécurisé et de qualité. Les principales actions portent sur la construction d’infrastructures, l’équipement scolaire, le soutien alimentaire, la formation des enseignants et la mise en place d’outils numériques pour améliorer le suivi scolaire et l’accès à la formation. En 2024, le programme a permis la construction de 190 salles de classe temporaires, 42 préfabriquées et 79 semi-finies, équipées notamment de latrines et de cabines pour la gestion hygiénique des menstrues, au bénéfice de plus de 102 000 élèves des zones à fort défi sécuritaire. Plus de 160 établissements ont reçu 14 700 tables-bancs. En outre, le soutien aux cantines scolaires a permis à 144 711 élèves, ainsi qu’à 6 177 personnes déplacées internes et familles hôtes, de bénéficier d’une alimentation saine et suffisante.

TÉMOIGNAGE •



Mariétou SAWADOGO
Élève déplacée en classe de CE1

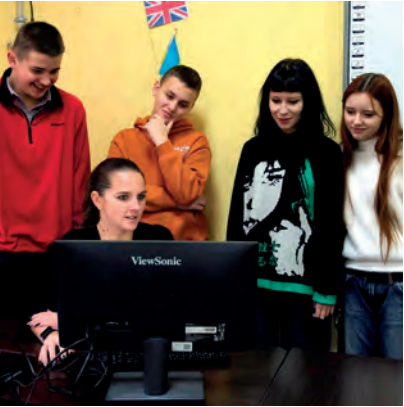
Pour favoriser la continuité de l’éducation des enfants qui ont dû fuir leur localité, des établissements scolaires accueillent des élèves déplacés internes. L’école de Bassinko, en périphérie nord de Ouagadougou, fait partie de ces écoles hôtes. L’arrivée d’élèves déplacés internes a accentué la pression sur les infrastructures scolaires, rendant nécessaire la construction de salles de classe supplémentaires. Grâce au programme d’appui à la mise en œuvre du Plan sectoriel de l’éducation et de la formation, de nouvelles salles de classe, financées par l’UE, ont été construites. Mariétou SAWADOGO, élève déplacée en classe de CE1, témoigne :

« À notre arrivée, la classe était petite, nous étions quatre par table. Depuis que nous avons de nouvelles salles, les classes sont moins chargées et nous sommes désormais deux par table. Nous arrivons à bien suivre les cours. »

Parallèlement, le projet mis en œuvre dans le contexte du conflit en Ukraine vise à soutenir la reconstruction et le développement du raion (district) de Kryvyi Rih, notamment en améliorant l’accès et la qualité de l’éducation auprès des enfants et adolescents et en favorisant l’emploi.



Nouvelle salle de classe au Burkina Faso



Le projet met l’accent sur la modernisation des infrastructures scolaires, le développement du numérique et l’adaptation des programmes, notamment pour les enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux. Il s’agit d’améliorer l’apprentissage, que ce soit en ligne ou en présentiel, et d’assurer un environnement d’éducation sécurisé, notamment via la réhabilitation d’abris antiaériens et d’écoles endommagées. Une enquête menée en 2024 a mis en lumière l’importance de restaurer la qualité de l’enseignement et de fournir un soutien psycho-émotionnel aux élèves. En outre, le projet a lancé une inspection physique des abris situés à l’intérieur des établissements du district afin d’élaborer un plan de réhabilitation : 38 % d’entre eux ont besoin d’être améliorés. Le projet a également identifié les emplacements possibles pour l’installation de centres d’apprentissage numériques, des espaces qui offrent aux écoliers la possibilité de participer en toute sécurité à des activités d’apprentissage et parascolaires. Enfin, pour répondre aux défis liés à l’enseignement à distance, deux appels d’offres ont été lancés pour l’achat de plus de 18 000 équipements informatiques (ordinateurs, tableaux interactifs, imprimantes), couplés à une formation des enseignants à l’enseignement à distance, afin de renforcer la qualité de l’apprentissage.

Pour favoriser l’emploi, le projet contribue à améliorer l’enseignement et la formation techniques et professionnels et à soutenir les micro-, petites et moyennes entreprises, en intégrant une dimension transversale de déminage. Une analyse approfondie menée en 2024 a conduit à la conception d’un centre de déminage polyvalent combinant sensibilisation des jeunes et formation spécialisée pour les démineurs humanitaires et les points focaux de sécurité. Des enquêtes portant sur les besoins du marché du travail et les établissements d’enseignement et de formation techniques et professionnels ont également été réalisées afin de cartographier les établissements et évaluer leur situation. Le projet se concentrera sur la remise en état de quatre espaces d’apprentissage qui offriront une formation en soudage, en approvisionnement en énergie de remplacement, en technologie électronique et électrique et en maintenance de véhicules aériens sans pilote, facilitant la formation et le recyclage de plus de 1 800 professionnels. En parallèle, un partenariat a été établi avec le Business Development Fund pour octroyer des subventions pour un montant maximal de 10 000 EUR ainsi que des remboursements partiels de prêts en capital pour des projets d’une valeur maximale de 200 000 EUR.

• FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR LES VULNÉRABILITÉS

Dans les pays sahéliens, les défis liés à l’insertion socio-économique des jeunes sont particulièrement intenses. La croissance rapide de la population jeune, les crises sécuritaires et politiques, les déséquilibres territoriaux, ainsi que l’inadéquation entre formations et besoins du marché du travail, exacerbent la problématique de l’emploi décent. Face à ces enjeux, plusieurs projets et programmes soutenus par la Coopération luxembourgeoise et/ou l’UE se déploient au Burkina Faso, au Sénégal, au Cabo Verde et au Mali, avec des approches spécifiques selon le pays mais similaires.



Au Burkina Faso, où plus de 70 % de la population a moins de 30 ans et où la situation sécuritaire reste très dégradée, l'emploi des jeunes est une priorité nationale. Les programmes d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels (APOSE) et BenkadiBaara - Tous ensemble pour l'emploi des jeunes! s'attaquent à ce défi en renforçant l'offre de formation professionnelle, en soutenant l'insertion économique des jeunes – y compris les déplacés internes – et en promouvant les emplois verts. Ils misent sur le développement de compétences dans des secteurs porteurs tels que le BTP, l'artisanat, l'agroalimentaire, l'économie digitale ou encore les énergies renouvelables, en lien avec une transition vers une économie plus durable. L'accent est mis sur les jeunes, par le biais d'un accompagnement individualisé, d'apports d'investissements aux centres de formation et de partenariats avec les acteurs privés.

À travers le programme APOSE, plus de 25 000 jeunes ont bénéficié de formations qualifiantes et d'un accompagnement vers l'insertion professionnelle et l'auto-emploi depuis 2021. 1 386 jeunes ont acquis des compétences exploitables dans les secteurs de l'écoconstruction, de la transformation agroalimentaire, du numérique et de l'énergie solaire. Plus de 50 % des bénéficiaires ont trouvé un emploi ou créé leur activité à l'issue des formations. En 2024, un appel à projets a été lancé à l'attention d'opérateurs privés pour la mise en place de formations courtes et qualifiantes dans des secteurs porteurs. Ces formations, conçues pour favoriser une insertion rapide sur le marché du travail, ciblent en priorité les jeunes en situation de vulnérabilité, notamment les jeunes déscolarisés, les femmes et les déplacés internes. Dispensées selon une approche flexible et mobile, elles couvrent différents segments de métiers. Une solution digitale a également été développée pour assurer le suivi des apprentissages et des apprenants, garantissant ainsi réactivité, interaction et redevabilité. Enfin, un stage en entreprise est obligatoire à l'issue de chaque formation, renforçant ainsi l'employabilité des participants.

Le projet BenkadiBaara, qui a débuté en juillet 2024, prévoit quant à lui d'accompagner 45 000 jeunes, avec un objectif d'insertion de 50 % d'entre eux d'ici 2028. En 2024, le projet a déjà lancé plusieurs activités, notamment des sessions de travail avec les directions nationales, régionales et des acteurs du secteur privé ainsi qu'une étude portant sur l'aspiration des jeunes.

RÉUSSITE

• FORMER ET INSPIRER : L'IMPACT DU PROGRAMME APOSE SUR LES JEUNES DU BURKINA FASO



Bénéficiaire d'une formation qualifiante en écoconstruction dispensée dans le cadre de l'appel à projets pour l'insertion professionnelle des jeunes du programme APOSE, Isabelle ZABRE a été formée au centre Zi Matériaux de Loumbila.

« J'ai eu la chance de faire partie des apprenants en écoconstruction. Grâce à cette formation, j'ai appris à implanter un chantier de construction et à bâtir en utilisant des briques de terre », témoigne-t-elle. Ces compétences lui ont permis de participer à la seconde édition du concours des étudiants entrepreneurs de l'Université Joseph KI-ZERBO, où elle a remporté le deuxième prix dans la catégorie « exposition ». Ce renforcement de capacités a nourri son ambition : aller plus loin dans la construction de maisons écologiques et durables.

Aujourd'hui, Isabelle aspire à devenir entrepreneure dans le domaine de l'architecture écologique. Elle est convaincue que la pratique de l'écoconstruction permet de sensibiliser les populations à l'importance de préserver leur environnement et de valoriser les matériaux locaux. « J'ai pour ambition de lancer un projet que je souhaite nommer 'Burkina-Dev', autour de l'écoconstruction, afin de promouvoir l'économie verte et le développement endogène basé sur les matériaux locaux », confie-t-elle avec enthousiasme.



Formation Jang Ban en écoconstruction soutenue par la VET Toolbox 2 au Sénégal

Au Sénégal, où le sous-emploi affecte particulièrement les jeunes et où les déséquilibres territoriaux sont marqués, les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev s'inscrivent dans une logique systémique, en alignement avec les politiques et stratégies nationales.

Le programme Formation professionnelle et technique renforce l'accès équitable à la formation pour les jeunes, tout en soutenant la professionnalisation des parcours en adéquation avec les besoins économiques, l'ancrage territorial des dispositifs d'accompagnement vers un emploi décent et durable, et le renforcement de la gouvernance du secteur. Ainsi, le programme encourage la formation en alternance entre centre de formation et entreprise, les partenariats entre établissements et secteur privé, et le développement de formations à impact rapide dans les filières porteuses. Une réalisation majeure de 2024 est l'élaboration du schéma de développement économique départemental orienté insertion pour Dagana, dans le nord du Sénégal. Cette démarche a permis d'identifier l'agriculture et l'élevage comme filières porteuses de formation et d'insertion des jeunes dans cette région. Dans ce cadre, un partenariat a été mis en place entre le lycée technique André PEYTAVIN de Saint Louis et la Société de cultures légumières, spécialisée dans la production et l'exportation de légumes frais. 150 jeunes ont suivi une formation de six mois aux techniques du maraîchage, en adéquation avec les besoins de compétences exprimés par l'entreprise. Aux partenaires techniques s'est associé le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT), organisme public dédié au financement de la formation, au terme de laquelle 90 jeunes ont été insérés à Saint Louis et à Dagana tandis que 60 jeunes se trouvent dans une démarche auto-entrepreneuriale.

En lien avec les Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026, l'Initiative FIT! Sénégal contribue elle aussi aux enjeux de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes à travers le renforcement des acteurs publics et privés du continuum orientation-formation-insertion-emploi. L'initiative vise à

améliorer l'image de la formation professionnelle et technique, à travers des activités et démarches innovantes (concours des métiers, mise en place d'infrastructures sportives dans 81 établissements de formation, développement de la formation duale, implantation d'offres de formation spécifique en grande ruralité), tout en promouvant l'égalité de genre, l'intégration des jeunes dans le projet et l'écologisation du secteur. En 2024, 668 jeunes ont été enrôlés dans des parcours de formation et insertion. En partenariat avec la Suisse, une étude-bilan a été menée pour capitaliser sur dix années d'expérimentation de la formation duale au Sénégal. Cette analyse intervient à un moment-clé, alors que le référentiel stratégique « Sénégal 2050 » reconnaît la formation duale comme une modalité essentielle pour relever le défi de la qualification et de l'insertion professionnelle des jeunes. Sur les cinq millions de jeunes à former et à insérer d'ici 2050, un million devraient bénéficier de ce type de formation. Pour atteindre cet objectif ambitieux, il est nécessaire d'opérer un changement d'échelle, impliquant des réformes en profondeur, notamment en matière de gouvernance, de financement et d'adaptation du cadre réglementaire. L'étude-bilan apporte des éléments structurants pour nourrir cette réflexion, actuellement conduite par le ministère de la Formation professionnelle et technique avec l'appui de l'équipe de l'Initiative FIT! Sénégal.

La Vocational Educational Training (VET) Toolbox 2 vise elle aussi à améliorer l'efficacité des systèmes d'enseignement et de formation professionnels en les rendant plus axés sur les opportunités. Le projet mise sur le dialogue public-privé pour adapter les formations aux besoins réels du marché, en soutenant des initiatives de formation portées conjointement par des établissements de formation professionnelle et des entreprises, dans les domaines de l'écoconstruction, de l'électronique ainsi que de la conduite et maintenance des engins lourds. Ainsi, 910 jeunes ont été ou formés ou sont en cours de formation dans le cadre des quatre projets soutenus par la VET Toolbox 2 au Sénégal. Dans ce projet expérimental, c'est surtout la création d'opportunités d'échanges directs entre les établissements de formation et les entreprises qui est visée.

• ACTIVITÉS PHARES

Le contenu des formations est élaboré en concertation avec les centres et les entreprises, afin de l'axer sur les besoins de recrutement et de compétences. Les entreprises contribuent au développement des formations par des apports en financement, en matériel ou en expertise (formation des formateurs). Les échanges entre établissements et entreprises servent également à identifier des pistes d'insertion et de

stage. Dans le cadre de l'Initiative FIT! Sénégal (lire plus haut), LuxDev et ses partenaires poursuivent les dynamiques testées dans le cadre de la VET Toolbox 2, en encourageant les sessions d'échanges entre les centres de formation professionnelle et leur environnement économique.

TÉMOIGNAGE •



Porté par l'entreprise Elementerre, le projet Jang Ban soutenu par la VET Toolbox vise à former des jeunes dans les techniques de l'écoconstruction et de leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences et de faciliter leur insertion sur le marché de l'emploi. Dieynaba NDIAYE, conductrice de travaux, a participé à ce projet.

« Je m'appelle Dieynaba NDIAYE, j'ai 24 ans et j'ai grandi à Dakar. J'ai obtenu une licence en hydraulique, génie rural, machinisme et énergies renouvelables à Kaolack. Avant de participer au projet Jang Ban, je n'avais jamais été confrontée aux techniques d'écoconstruction et mon profil intéressait peu les entreprises de BTP. Grâce à la formation de Jang Ban, j'ai découvert de nouvelles techniques telles que la construction et la maçonnerie en terre.

À la suite de la formation, j'ai décroché un stage de trois mois au sein de l'entreprise Origin's. J'ai d'abord travaillé sur le suivi d'un chantier pour un particulier, puis j'ai été conductrice des travaux pour la rénovation du rez-de-chaussée de l'hôtel Le Djoloff. À l'issue de ces deux expériences, Origin's m'a proposé un contrat de travail en tant que conductrice des travaux.

L'État a un rôle à jouer pour promouvoir les constructions en terre, par exemple en utilisant cette technique pour construire des écoles dans des villages. Il est important de montrer à toute la population que ce mode de construction existe, qu'il est viable, réalisable et durable.

Au quotidien, je supervise une équipe d'une dizaine de personnes, constituée essentiellement d'hommes. C'est parfois un défi pour qu'ils acceptent l'autorité venant d'une femme. J'ai appris à gérer ce genre de situation. Si des jeunes filles veulent se lancer dans le métier de la construction, j'ai envie de leur dire : « Allez-y ! Foncez ! », mais je leur dis aussi qu'il faut développer un mental fort et surtout être motivée. Ce n'est pas un métier qui requiert une force physique particulière mais qui fait surtout appel aux méninges et sur ce terrain-là, hommes et femmes sont égaux.

FOCUS

• L'IMPORTANCE DES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE

Le projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité au Rwanda intervient pour améliorer les conditions d'apprentissage afin de renforcer les capacités de la jeunesse requises sur le marché du travail. En 2024, le projet s'est concentré sur la modernisation des infrastructures de deux écoles secondaires et de deux établissements d'enseignement supérieur, avec un accent particulier sur la création d'installations sportives au bénéfice des étudiants et des communautés locales.

Les préparatifs pour la construction de terrains de football ont avancé, tandis que les travaux de conception de nouveaux espaces d'enseignement, de logements étudiants et de bâtiments administratifs a débuté au second semestre 2024. Cette amélioration des infrastructures vise à désengorger les établissements, à améliorer les conditions d'apprentissage et à favoriser le bien-être des étudiants, tout en intégrant les aspects environnementaux et la participation communautaire.

NOUVEAU

• JEUNESSE MALIENNE : DES COMPÉTENCES POUR UN FUTUR SOLIDE

Au Mali, le projet Formation professionnelle pour la jeunesse, qui a été formulé en 2024, vise à renforcer le continuum formation-insertion, en développant des formations qualifiantes et adaptées aux besoins des opérateurs économiques, notamment via des synergies public-privé. Il cible particulièrement les jeunes femmes, les jeunes en situation de handicap et les migrants de retour. En renforçant la coordination entre les différentes initiatives et en développant des mécanismes de complémentarité entre les opérateurs de formation et le secteur privé, le projet maximise l'impact de ses actions.

Le Cabo Verde fait face lui aussi à des défis d'inégalités d'accès à la formation, mais également de dépendance au tourisme et de faible intégration des technologies. Dans ce contexte, le programme Emploi et employabilité soutient l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des groupes vulnérables en intégrant la digitalisation, en développant les compétences pour l'économie verte et bleue, et en soutenant l'entrepreneuriat. L'année 2024 a été marquée par l'appui significatif à Pro Empresa, et plus particulièrement à son Programme de promotion du micro-entrepreneuriat jeune (FME), facilitant l'accès au financement des jeunes et femmes entrepreneurs. Ainsi, le FME offre une aide pour la création d'entreprises, à travers des formations, une assistance technique, un accès au crédit et à l'incubation. Il permet aux bénéficiaires d'obtenir des crédits allant de 1 300 EUR à 13 000 EUR à des conditions avantageuses, notamment un taux d'intérêt bonifié et une contre-garantie de Pro Empresa. Depuis 2023, ce soutien a bénéficié

à plus de 300 jeunes, totalisant un portefeuille d'environ 2 MEUR. Le programme a aussi renforcé les capacités internes de Pro Empresa, améliorant la gestion du FME et l'intégration avec d'autres programmes d'assistance technique.

Au Mali, le programme Formation et insertion professionnelle cible l'insertion professionnelle des jeunes dans les métiers agricoles et les filières à fort potentiel, notamment celles identifiées dans le cadre du programme Développement rural et sécurité alimentaire (lire page 20). Il se déploie dans les régions de Ségou, Sikasso et Bamako, avec une attention particulière à l'auto-emploi, aux activités génératrices de revenus et au renforcement de la gouvernance du secteur. En 2024, 997 jeunes ont été formés en entrepreneuriat et accompagnés pour l'accès au financement pour développer leur idée d'entreprise, créer de la valeur et faciliter leur insertion durable dans les filières agricoles appuyées avec un revenu décent.

• LA FORMATION AU SERVICE D'UNE ÉCONOMIE DURABLE ET RÉSILIENTE

D'autres projets et programmes se concentrent sur la formation dans le domaine agricole. C'est le cas au Bénin, au Rwanda et au Laos.



Au Bénin, le projet d'appui à la formation agricole et rurale 2 (ProFAR 2) et le projet de formation et insertion professionnelle agricole dans le pôle de développement agricole n° 4, qui a été formulé en 2024, partagent une vision commune : offrir aux jeunes une formation technique de qualité, étroitement liée aux besoins du marché et ancrée dans les réalités des territoires, stimuler l'entrepreneuriat dans les zones rurales et soutenir le développement économique durable du pays. Ainsi, ces projets appuient le renforcement des dispositifs de formation et d'accompagnement à l'insertion et à l'entrepreneuriat. Dans le cadre du ProFAR2, une révision de la formation professionnelle agricole a par exemple été présentée en septembre 2024, incluant de nouvelles écoles professionnelles de formation destinées aux exploitants agricoles pour proposer des formations courtes pré-bac. Une étude sur les savoirs paysans au sein du pôle de développement agricole n°2 a également été lancée grâce à une collaboration entre le laboratoire LASDEL, l'Agence de développement de l'enseignement technique et l'AFD.

Prévue sur trois ans, cette recherche fournira des éléments cruciaux pour éclairer et orienter les politiques de formation professionnelle agricole, en intégrant les spécificités territoriales. Ses résultats seront précieux pour le projet dédié à la formation et à l'insertion professionnelle agricole dans le pôle de développement agricole n° 4, qui visera aussi à favoriser la création d'entreprises agricoles durables par l'incubation et l'accompagnement d'entrepreneur, à renforcer la gouvernance du secteur et à soutenir le financement climatique pour une agriculture plus résiliente face aux enjeux environnementaux.

Enfin, au Rwanda, le projet d'amélioration des compétences pour un emploi holistique dans l'agriculture moderne intervient sur la transformation des centres d'excellence professionnelle en établissements spécialisés dispensant une formation ciblée aux pratiques agricoles modernes, notamment en créant des unités de production au sein des centres. Ces unités dispenseront une formation pratique, encourageront l'esprit d'entreprise et renforceront les liens entre l'éducation et l'industrie, contribuant ainsi à une main-d'œuvre agricole qualifiée prête à contribuer à la croissance du secteur. ■



• RENFORCER LES COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME

D'autres projets et programmes accompagnent le développement ou le renforcement de systèmes de formation dans le secteur du tourisme, particulièrement porteurs dans certains pays.

Au Laos, le secteur du tourisme, touché par la pandémie de Covid-19, est en voie de reprise, tandis que les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture sont potentiellement prêts à connaître une croissance tirée par les exportations grâce à l'amélioration des liaisons de transport. Le programme Compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture vise donc à doter les individus des compétences nécessaires pour tirer parti de ces opportunités. En s'attaquant aux principales faiblesses structurelles du secteur du développement des compétences professionnelles et en impliquant les acteurs économiques, le programme encourage une approche davantage axée sur le marché. Il cherche également à accroître la demande en sensibilisant les publics aux opportunités de formation et aux perspectives d'emploi. Enfin, pour améliorer la rentabilité des investissements dans ce domaine, le programme propose des financements ciblés, encourage la performance des prestataires et mobilise les ressources du secteur privé par le biais de partenariats public-privé. La première série d'études de suivi menées auprès de 104 étudiants ayant obtenu leur certificat de niveau 1 en tourisme et hôtellerie (tous issus de milieux défavorisés) a révélé que 91,3 % d'entre eux ont trouvé un emploi ou poursuivent leurs études. Parmi les personnes ayant trouvé un emploi, 95,9 % gagnent un revenu (salaire et avantages sociaux) supérieur au salaire minimum. Par ailleurs, l'une des principales réalisations de 2024 a été la mise en œuvre réussie d'une initiative de formation des enseignants visant à améliorer l'enseignement professionnel dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. En partenariat avec le Hue Tourism College du Vietnam, 64 enseignants laotiens ont suivi une formation intensive de deux semaines sur la cuisine vietnamienne, la boulangerie, le métier de barista ou de barman. Ces formations ciblées répondent directement à l'augmentation du nombre de touristes vietnamiens visitant le Laos, en intégrant des compétences pertinentes en matière de cuisine et de boissons vietnamiennes dans le programme d'enseignement professionnel. Cette initiative illustre non seulement l'efficacité de la coopération Sud-Sud, en tirant parti de l'expertise du Hue Tourism College, ancien bénéficiaire de la Coopération luxembourgeoise de 1999 à 2013, mais souligne également l'engagement du programme à fournir une formation professionnelle adaptée aux besoins du marché.

Toujours dans le secteur du tourisme, le programme de construction de l'École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration au Bénin contribue également à renforcer l'employabilité des jeunes, en particulier des femmes et des personnes en situation de handicap. Inclus dans un programme lancé par le gouvernement béninois de construction de huit écoles des métiers de référence sur l'ensemble du territoire, ce projet s'appuie sur une collaboration étroite entre institutions locales – l'Agence de développement de l'enseignement technique – et partenaires internationaux de renom, tels que l'École hôtelière de Lausanne et l'École d'hôtellerie et du tourisme du Luxembourg, pour développer des formations pertinentes selon l'approche par compétences. En mettant en place une offre de formation qualifiante centrée sur les métiers du tourisme écologique et culturel, il répond aux exigences du marché tout en valorisant les atouts touristiques du pays. Le programme a débuté par l'analyse de la situation de travail du secteur, permettant de tracer le portrait des différentes professions et ses conditions d'exercice ainsi que de cerner les habilités et comportements qu'elles nécessitent. L'approche participative adoptée, qui a impliqué les enseignants du secteur et les inspecteurs et méthodologues du ministère concerné, a renforcé la pertinence des futurs programmes de formations de l'école.

L'objectif est de renforcer les systèmes de formation dans des secteurs porteurs pour l'économie locale, capables d'offrir des perspectives et un emploi décent aux jeunes.



Initiative « The NextGen Workforce » menée par Women in Tech Kosovo avec le soutien du projet Compétences pour des emplois durables, afin de permettre aux jeunes Kosovars d'approfondir leurs compétences en intelligence artificielle, en programmation et dans les technologies émergentes

• DÉVELOPPER L'EMPLOI DANS DES DOMAINES NOVATEURS

Au Kosovo, le projet Compétences pour des emplois durables joue un rôle crucial en favorisant la participation du secteur privé et en renforçant la collaboration entre les établissements d'enseignement et de formation professionnels et les partenaires industriels. L'un des principaux objectifs est de renforcer les secteurs des TIC et des énergies renouvelables / de l'efficacité énergétique au sein des établissements. Pour ce faire, il convient d'améliorer les compétences en matière de recherche et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie dans ces domaines. Dans ce cadre, le projet – en collaboration avec le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, les établissements d'enseignement et de formation professionnels et le secteur privé – a élaboré en 2024 des qualifications pour quatre profils : technicien en systèmes solaires photovoltaïques, en efficacité énergétique dans les bâtiments, en éolienne et en biomasse. Cette activité a été menée conformément aux stratégies de développement du Kosovo et aux besoins identifiés, ces profils étant absents du système éducatif kosovar. Cinq établissements ont été sélectionnés pour proposer ces profils. En outre, 64 enseignants ont reçu une formation aux profils TIC afin d'améliorer leurs compétences pédagogiques et adapter l'enseignement aux exigences en rapide évolution de l'économie numérique.

Parallèlement, le projet Compétences digitales au Rwanda vise à améliorer le système d'enseignement et de formation en intégrant les technologies numériques et en promouvant l'apprentissage mixte, en réponse aux défis rencontrés

dans le pays, notamment le coût élevé de la formation, les compétences numériques limitées des enseignants et la nécessité d'une meilleure adéquation avec les besoins du marché du travail. En modernisant les infrastructures TIC, en formant les enseignants et en améliorant la gestion des données, il améliore la qualité et l'accessibilité de l'enseignement professionnel. En dotant les étudiants de compétences numériques et de compétences non techniques, il améliore leur employabilité et les prépare à un marché du travail axé sur la technologie. En 2024, une étape importante a été franchie avec la finalisation d'un contrat portant sur la livraison de 200 ordinateurs et la création de 10 laboratoires informatiques dans des écoles pilotes. Chaque laboratoire, équipé de 20 ordinateurs, permettra d'aider plus de 1 000 élèves et enseignants à intégrer les TIC dans l'éducation. En outre, les besoins spécifiques de chaque école ont été clarifiés, afin de garantir que la technologie fournie réponde à leurs objectifs éducatifs et soit efficacement adaptée à leurs besoins. Enfin, des lignes directrices et un modèle d'apprentissage mixte ont été élaborés afin d'harmoniser l'intégration des outils numériques dans l'enseignement. Les enseignants disposent désormais d'un cadre clair pour enrichir leurs cours avec des ressources numériques, ce qui contribue à améliorer la qualité pédagogique. Cette initiative favorise l'engagement des élèves, renforce leurs compétences numériques et leur employabilité, tout en alignant l'enseignement de l'éducation et la formation professionnelle et technique sur la vision du Rwanda d'une économie fondée sur la connaissance. ■

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE •



8 408 119 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



7

projets/programmes en exécution

6%

des déboursements en 2024

VIETNAM

• UN NOUVEAU PROJET CONFIE PAR LE GCF

En juillet 2024, LuxDev s’est vu confier un nouveau projet au Vietnam par le GCF, auquel elle est accréditée depuis 2019 pour la mise en œuvre de projets climatiques. Le projet CARE Hue a pour vision de renforcer la résilience des communautés locales et des écosystèmes face aux effets du changement climatique, qui impacte fortement cette région vulnérable. Doté d’un financement de 10 MUSD, dont 8,65 MUSD du GCF, complétés par un cofinancement de l’International Climate Finance du Luxembourg et du gouvernement vietnamien, ce projet sera mis en œuvre sur une période de cinq ans. Les actions menées incluent l’amélioration des systèmes d’alerte précoce, la gestion durable des terres agricoles et forestières, ainsi que

l’intégration de l’adaptation au climat dans la planification socio-économique. Une attention particulière est portée à l’approche participative et inclusive, notamment en impliquant les femmes dans la prise de décisions. Afin de déployer des solutions innovantes et efficaces, le projet s’appuie sur les enseignements des initiatives précédentes mises en œuvre par LuxDev au Vietnam, mais également sur le nouveau projet Finance for resilience avec lequel il est complémentaire (lire page 41). En aidant plus de 700 000 personnes, CARE Hue ambitionne de faire de la province de Thua Thien Hue un modèle de résilience climatique au Vietnam.■

En 2024, LuxDev a continué accompagner ses pays partenaires dans la lutte contre le changement climatique et la transition énergétique durable. À travers divers projets et programmes émanant du MAE, du MECB et du ministère de l’Économie ainsi que du GCF, l’Agence a contribué à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l’adaptation aux effets du changement climatique et à l’amélioration de la gouvernance environnementale.

• VERS UN KOSOVO PLUS VERT

Par exemple, au Kosovo, le projet de transition énergétique et atténuation des effets du changement climatique vise à promouvoir et faciliter l’efficacité énergétique et les énergies renouvelables pour accompagner le pays vers une énergie propre. Le projet soutient la réforme réglementaire dans ce domaine et le renforcement des capacités des ministères concernés, du Fonds pour l’efficacité énergétique et d’autres acteurs du secteur. Bien que des lois sur les énergies renouvelables et la performance énergétique des bâtiments aient été adoptées, des éléments-clés de la législation secondaire manquent encore. Le projet apporte donc une assistance technique pour élaborer ces actes législatifs et garantir leur conformité avec les obligations européennes. À cette fin, le projet a soutenu la mise en place et le fonctionnement de l’unité d’implémentation des projets d’énergie renouvelable du gouvernement, au sein du ministère de l’Environnement kosovar. Par ailleurs, le projet appuie directement l’adoption de sources d’énergies renouvelables, notamment via la mise aux enchères de 330 mégawatts (MW) d’énergie éolienne et de 300 MW d’énergie solaire visant, à terme, une réduction annuelle de plus d’un million de tonnes de CO₂. En décembre, avec l’accompagnement du projet, l’unité d’implémentation des projets d’énergie renouvelable a également lancé une vente aux enchères internationale de 150 MW d’énergies renouvelables. Il soutient aussi une stratégie nationale de rénovation des bâtiments pour réduire la consommation énergétique de 20 %, évitant 600 000 tonnes d’émissions de gaz à effet par an. Enfin, le projet a développé un système de suivi et d’évaluation pour la stratégie nationale pour l’énergie. À cet égard, 25 fonctionnaires de 11 institutions ont été formés pour fournir des données et suivre 33 indicateurs clés liés à l’énergie et la décarbonisation.



Au Cabo Verde, le programme d’appui à la transition énergétique soutient le pays pour améliorer son indépendance énergétique et son accès à une énergie propre.

• ACTION CLIMATIQUE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Au Cabo Verde, le changement climatique impacte tous les secteurs. En adoptant une approche intersectorielle, le programme d’action climatique soutient la gouvernance, le renforcement des capacités, la mobilisation du financement climatique et l’engagement public pour atteindre les objectifs climatiques du pays d’ici 2025. En mai 2024, il a établi un cadre de gouvernance climatique, un système inclusif et coordonné pour l’action climatique au Cabo Verde, afin de renforcer la coordination entre le gouvernement, les municipalités, le secteur privé, le monde universitaire, la société civile et les partenaires internationaux, tout en pilotant des actions d’adaptation locales. Ce cadre a mis en place des structures-clés pour renforcer la mise en œuvre des politiques climatiques, la mobilisation des financements, l’engagement public et la transparence. Grâce au programme, quatre plans d’action climatique locaux ont été approuvés dans les municipalités de Boa Vista, Brava, Mosteiros et Ribeira Brava en 2024. Des actions pilotes ont été mises en œuvre dans ces municipalités et à Praia, permettant notamment de mener des analyses de vulnérabilité afin d’identifier les secteurs les plus exposés au changement climatique et d’identifier des projets de restauration des zones humides, de pêche durable, de mobilité électrique ou encore de prévention des incendies de forêt et des inondations.

Par ailleurs, le programme d’appui à la transition énergétique soutient le pays pour améliorer son indépendance énergétique et son accès à une énergie propre, durable et abordable, tout en promouvant l’inclusion sociale et la préservation de l’environnement. Ce programme appuie la Direction nationale de l’industrie, du commerce et de l’énergie (DNICE) dans la mise en œuvre de réformes institutionnelles et la professionnalisation des services énergétiques. Il vise une production et distribution plus durables, une consommation plus efficace et une meilleure gouvernance du secteur. L’assistance technique renforce les capacités de la DNICE, notamment dans les négociations et appels d’offres. En 2024, plusieurs projets ont été lancés : installation de 30 kits solaires dans des communautés isolées, extension et modernisation de micro-réseaux à Monte Trigo, Chã de Feijoal et Carriçal, et lancement d’un projet solaire de 10 MWp à Santiago. La micro-production a ainsi progressé de 50,26 % entre 2022 et 2024. Le programme a aussi soutenu la mise en place du système national d’étiquetage énergétique, avec la création de la plateforme Energy Labelling System, permettant d’assurer la conformité des équipements électriques importés aux normes d’efficacité énergétique, offrant ainsi aux consommateurs des produits plus économes en énergie, tout en facilitant la gestion des données pour un suivi et une prise de décision stratégiques sur le long terme.■

• LE SAVIEZ-VOUS?

Le programme d’action climatique a soutenu la production du podcast Ação Climática au Cabo Verde, une série de 21 épisodes qui décrypte les enjeux climatiques à travers des discussions dynamiques animées par un jeune présentateur. L’objectif : faire de la société civile un acteur-clé des solutions climatiques, en renforçant ses connaissances et en l’incitant à agir via des formats accessibles et innovants. Avec 2 553 vues et 16 897 impressions, le podcast s’adapte aux modes de consommation modernes : disponible sur YouTube, il peut aussi être suivi à la télévision ou à la radio. Des extraits percutants de 30 secondes circulent sur les réseaux sociaux pour capter l’attention. Explorant des thématiques variées – culture, politique, engagement des jeunes, activisme social – la série illustre l’impact intersectoriel du changement climatique et les solutions qui peuvent y être apportées. Une initiative créative qui démontre le pouvoir des médias pour mobiliser et sensibiliser.



Découvrir le podcast

FINANCE D'IMPACT •



9 211 766 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



9

projets/programmes en exécution

6%

des déboursements en 2024

La finance d'impact prend une place de plus en plus importante dans la coopération au développement. Elle permet en effet de faciliter l'accès aux services financiers pour les populations marginalisées et de canaliser des fonds générant des bénéfices sociaux et environnementaux, en plus de rendements financiers. Les interventions de LuxDev dans ce secteur visent à créer des opportunités économiques pour tous, à soutenir la résilience économique des communautés et à stimuler l'innovation.

• FAIRE DU RWANDA UN HUB DE LA FINANCE DURABLE

Au Rwanda, un projet contribue depuis février 2024 au développement du Kigali International Finance Center afin de stimuler les investissements, soutenir la croissance des entreprises et créer des emplois de qualité. En investissant dans les compétences, la finance durable, le soutien aux petites et moyennes entreprises et l'innovation, le projet vise à positionner le Rwanda comme un pôle de FinTech et de finance durable de premier plan en Afrique. Afin de suivre les progrès de l'inclusion financière dans le pays, une étude FinScope a été menée par Access to Finance Rwanda avec le soutien du projet. Il s'agit d'un outil crucial pour les décideurs politiques dans l'élaboration de politiques efficaces, pour les partenaires de développement dans la conception d'interventions ciblées, et pour les institutions financières dans le déploiement de produits qui améliorent l'inclusion financière. En outre, le projet s'est associé à la Luxembourg Green Exchange (LGX), lancée par la Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) en 2016 pour faire progresser les ODD et l'Accord de Paris, afin d'organiser une formation avec la Rwanda Stock Exchange. Plus de 70 acteurs du secteur financier ont participé à cette formation qui a préparé le terrain pour un renforcement des capacités plus large en 2025.

TÉMOIGNAGE •

Chiara CAPRIOLI
International Primary Markets à LuxSE

© LuxSE



« Ce projet illustre notre impact sur l'infrastructure des marchés locaux à travers le renforcement des capacités dans le domaine de la finance durable et du développement des bourses vertes. Ce partenariat a permis à la Bourse du Luxembourg de promouvoir son expertise mondiale en matière de cotation et de finance durable auprès des émetteurs qui cherchent à attirer des investisseurs internationaux. L'intermédiation approfondie de l'équipe locale favorise la confiance et un engagement immédiat, en établissant une connexion stratégique avec le secteur financier luxembourgeois et en mettant en évidence les opportunités gagnant-gagnant. »



Pierre CELESTIN
Rwabukumba, directeur général de la Rwanda Stock Exchange

© Rwanda Stock Exchange

« Ce partenariat nous apporte des enseignements précieux de la part de LGX. Alors que le Rwanda progresse dans sa feuille de route pour la finance verte, la Rwanda Stock Exchange joue un rôle-clé. Il est essentiel que les parties prenantes – praticiens, émetteurs et décideurs – acquièrent des connaissances auprès des meilleures sources, et LGX constitue la référence mondiale dans ce domaine. In fine, cette démarche favorisera le développement de produits financiers verts et des compétences nécessaires pour les pérenniser. Notre objectif est de créer une plateforme boursière verte, adaptée au Rwanda. L'expertise de LGX nous aidera à adopter les meilleures pratiques internationales en la matière. »

LE SAVIEZ-VOUS?

• UN NOUVEAU PROJET LANCÉ AU VIETNAM

La province de Thua Thien Hue est vulnérable au changement climatique, menaçant son secteur agricole. Le projet Finance for resilience aide agriculteurs et petites entreprises, en particulier les femmes, à s'adapter et renforcer leurs moyens de subsistance, via des pratiques agricoles durables et résilientes, la finance inclusive, l'accès aux marchés et le renforcement des connaissances sur le financement climatique. Complémentaire à CARE Hue (lire page 32), ce projet s'appuie sur des partenariats stratégiques avec des institutions financières et des acteurs du secteur privé, pour développer des solutions financières adaptées.



• SOUTENIR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Le Bénin, de son côté, enregistre des avancées notables en matière d'inclusion financière, affirmant son leadership au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Mis en œuvre depuis janvier 2024, le programme Finance inclusive et innovante s'inscrit dans cette dynamique. Il vise à élargir l'accès et l'utilisation des services financiers et non financiers, en ciblant particulièrement les populations vulnérables, les acteurs des chaînes de valeur agricoles, les femmes et les jeunes. L'initiative repose sur le renforcement du cadre légal du secteur financier, la mise en place d'un programme national d'éducation financière et la diversification de l'offre de produits et services adaptés aux besoins des populations. Le programme ambitionne d'améliorer la littératie financière de 531 000 consommateurs béninois et de 81 000 producteurs agricoles. Dans cette optique, 48 conseillers agricoles, responsables d'organisations professionnelles et superviseurs, ont bénéficié d'un renforcement de capacités en 2024, avec le soutien de la GIZ. Le but est d'optimiser la formation des producteurs agricoles, en leur fournissant des outils pédagogiques spécialement conçus pour l'éducation financière appliquée à l'agriculture. Un groupe de travail a aussi été créé pour harmoniser les pratiques dans ce domaine.



• LA FINANCE AU SERVICE DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

Le programme Smallholder Safety Net Upscaling Programme (SSNUP) vise quant à lui à renforcer les filets de sécurité de 10 millions de ménages de petits exploitants, notamment en Afrique, par le biais de projets d'assistance technique soutenant le développement des investissements dans les chaînes de valeur agricoles. S'appuyant sur l'expertise de plusieurs structures d'assistance technique de fonds d'investissement d'impact, le programme a sélectionné, en 2024, 32 nouveaux projets soumis par des investisseurs, avec l'appui du comité d'assistance technique dont LuxDev fait partie. En parallèle, plusieurs documents de gestion des connaissances ont été publiés pour partager les enseignements des projets d'assistance technique. Une étude sur un projet d'assurance indicielle au Sénégal, porté par Oikocredit, a ainsi mis en avant des bénéfices concrets : 90 % des agriculteurs ciblés ont accédé pour la première fois à une assurance agricole, renforçant leur confiance et leurs investissements. De plus, 80 % des agriculteurs indemnisés après une perte de récolte ont évité de vendre leurs actifs ou de réduire leur consommation alimentaire. Coordonnée par l'ONG ADA, la première phase du SSNUP, prolongée jusqu'en avril 2025, a jeté les bases d'une seconde phase intégrant de nouveaux critères d'investissement et une diversification des financements. ■

NOUVEAU

• UN FONDS POUR SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ



Créé en 2024, le Female Entrepreneurship Fund (FEF) soutient les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans la région du SICA, en améliorant leur inclusion financière et en modifiant la perception du risque des institutions financières. Ce fonds cible les femmes confrontées à des obstacles sociaux, culturels, juridiques et économiques limitant leur potentiel. Il soutient indirectement les femmes entrepreneures rencontrant des difficultés d'accès aux prêts, en particulier dans le segment

du *missing middle* (10 000 à 100 000 USD). Dans ce cadre, LuxDev gère l'engagement de souscription du MAE de 4 MEUR au FEF. Lancé à Luxembourg le 24 mai puis à San Salvador le 21 juin 2024, le FEF devrait avoir une durée de vie de 15 ans. Les premières souscriptions de LuxDev de CENFROMYPE au FEF ont été actées en fin d'année. Le comité d'investissement a analysé un premier dossier d'investissement, qui a reçu un avis favorable. ■

GOVERNANCE •



4 518 199 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



9

projets/programmes en exécution

3

projets en formulation

3%

des déboursements en 2024



LuxDev soutient le renforcement de la gouvernance en favorisant l'inclusion, l'État de droit et la participation citoyenne. Ces initiatives visent à garantir des institutions plus solides, une meilleure prise en compte des droits humains et une participation accrue des citoyens à la vie démocratique.

• RENFORCER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET AUX SERVICES JURIDIQUES

Au Laos, un programme vise à consolider l'État de droit et l'accès à la justice en améliorant l'éducation juridique, les compétences des professionnels du droit et les services juridiques. LuxDev, l'Institut de soutien juridique et d'assistance technique et l'Université du Luxembourg soutiennent les universités laotiennes pour développer une éducation juridique pertinente et renforcer les capacités des praticiens. En 2024, le programme a rénové et équipé des installations éducatives au sein des Facultés de droit de l'Université nationale du Laos et de Champassak. Plus de 1 000 enseignants et étudiants en bénéficient. En créant des espaces plus attrayants et plus fonctionnels, le programme cherche à améliorer l'environnement d'apprentissage et à encourager des taux d'inscription plus élevés, contribuant ainsi à jeter des bases plus solides pour l'avenir de la profession juridique. Le programme améliore également l'efficacité du système judiciaire en soutenant les procureurs et les tribunaux, tout en garantissant le respect des normes internationales dans le traitement des détenus. Par ailleurs, en élargissant l'accès à l'aide juridique de proximité, et en promouvant la bonne gouvernance à travers le soutien aux mécanismes de contrôle, le programme cherche à créer un système juridique plus équitable, assurant un accès égal à la justice pour tous les citoyens. Ainsi, les prestataires d'aide juridique ont mené des campagnes de sensibilisation et de communication, notamment dans les zones rurales et reculées du Laos, afin d'informer les citoyens sur les lois pertinentes pour leurs communautés. En parallèle, des permanences juridiques mobiles ont été mises en place : 413 séances de sensibilisation à l'aide juridique, touchant plus de 27 200 personnes, ont été organisées, et 5 500 personnes ont bénéficié de services d'aide juridique dans les 5 provinces partenaires du projet.

NOUVEAU

• FACILITER L'INTÉGRATION DES MIGRANTS AU COSTA RICA

Formulé en 2024, un nouveau projet soutient l'intégration des migrants et demandeurs d'asile au Costa Rica, l'un des principaux pays d'accueil et de transit en Amérique centrale. Le projet encouragera l'accès à la formation professionnelle et aux bourses d'études, améliorera l'accès à l'emploi, et facilitera la reconnaissance des compétences et

diplômes. Des campagnes de sensibilisation et des formations seront organisées pour les communautés d'accueil et les fonctionnaires de l'immigration, afin de promouvoir un accueil respectueux des droits humains. Le projet renforcera aussi les capacités des autorités en matière de régularisation de la population cible.■

RÉUSSITE

• LE KOSOVO ACCOMPAGNÉ DANS SON INTÉGRATION EUROPÉENNE

Depuis 2018, un projet d'assistance technique dans le contexte de l'intégration européenne du Kosovo aide les ministères et institutions du Kosovo à se conformer aux exigences de l'UE. Focalisé sur neuf chapitres de l'accord de stabilisation et d'association, il a bénéficié à près de 1 000 personnes à travers plus de 150 activités : formations, voyages d'étude et assistances techniques. Par exemple, l'Agence alimentaire et vétérinaire a pu expérimenter les pratiques de l'UE dans ce domaine : plus de 40 inspecteurs ont été formés au système d'alerte rapide,

essentiel pour garantir la sécurité des produits alimentaires. Plus de 200 responsables des marchés publics ont aussi été formés, et les institutions ont été accompagnées dans l'application du critère de l'avantage économique le plus élevé dans les procédures d'appel d'offres. Enfin, ce projet a permis aux autorités de renforcer leurs capacités pour programmer, gérer et exécuter des projets de manière autonome.■

• LA SOCIÉTÉ CIVILE, ACTEUR-CLÉ POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE

Le projet de soutien à la société civile au Kosovo renforce la participation démocratique en encourageant l'appropriation locale des réformes et stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de développement. En 2024, cinq organisations de la société civile – Jahjaga Foundation, IPKO Foundation, le Jakova Innovation Center, Democracy for Development et Kosovo 2.0 – ont été choisies comme partenaires. L'objectif est de renforcer leurs capacités afin de mettre en œuvre des actions ayant un impact positif sur l'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat social et l'excellence des médias. Ainsi, au mois de novembre, le projet a soutenu, en partenariat avec la Fondation Jahjaga, l'événement de lancement de l'Institut Jahjaga pour les femmes, la paix et la sécurité, un centre dédié à la collaboration intersectorielle, au renforcement des capacités, à la participation inclusive et au plaidoyer politique. Cette initiative renforce la société civile et l'Agenda femmes, paix et sécurité en tant que cadres essentiels pour des efforts de sécurité intégrant la dimension de genre et pour une paix durable.

Au Bénin, le projet d'appui à la société civile, qui a été formulé en 2024, se concentre lui aussi sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile. Celles-ci jouent un rôle-clé dans la démocratie et le développement durable, mais font face à des défis tels que le manque de structuration, de financement et d'influence dans les politiques publiques. L'objectif du projet est d'améliorer l'engagement citoyen, le dialogue entre l'État et les organisations de la société civile, ainsi que la mise en œuvre de projets locaux à impact.■



Mme Atifete JAHJAGA lors du lancement de l'Institut Jahjaga



INTERVIEW •

Venera GASHI

Chef de projet - Democracy for Development



Le projet de soutien à la société civile au Kosovo s'est associé à Democracy for Development et son initiative « Pensée critique pour la génération de l'intelligence artificielle : l'éducation aux médias au service de l'intérêt public ». Venera GASHI, chef de projet au sein de cette organisation, nous parle de cette démarche.

En quoi consiste cette initiative de Democracy for Development ?

Notre mission chez Democracy for Development est d'élaborer des politiques publiques qui favorisent le développement économique et social, améliorent la gouvernance et renforcent la démocratie au Kosovo. Avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise, nous cherchons à intégrer l'éducation aux médias dans les écoles, renforcer les normes de vérification des faits dans les médias et soutenir les femmes leaders dans la lutte contre la désinformation et le discours de haine. Cette initiative bénéficiera à plusieurs acteurs : les élèves apprendront à évaluer de manière critique l'information, les familles seront sensibilisées à l'importance des sources fiables et les médias amélioreront leurs normes éthiques.

Pourquoi ce projet est-il essentiel pour la bonne gouvernance au Kosovo ?

Le Kosovo est un pays multiethnique en développement où les récits médiatiques jouent un rôle crucial pour maintenir la paix. En apprenant à identifier la désinformation et à mieux comprendre les médias, les citoyens pourront mieux participer au débat public, renforçant ainsi la démocratie.

Quelles seront les principales activités de ce projet ?

Nous développerons une plateforme en ligne pour l'éducation aux médias dans les écoles, organiserons des ateliers pour encourager la pensée critique, et fournirons des formations à la vérification des faits. Nous renforcerons également la surveillance des médias ainsi que les liens entre les médias et les organes de régulation. Cet effort vise à faire des jeunes et des journalistes des acteurs-clés de la transparence et de la pensée critique, contribuant à une société mieux informée et plus résiliente face à la désinformation.

SANTÉ •



17 247 604 EUR

déboursés en 2024 dans les pays représentés ci-dessous



7

projets/programmes en exécution

1

projet en formulation

12%

des déboursements en 2024

Les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev dans le secteur de la santé en 2024 illustrent la diversité et l'impact de ses interventions. Axés sur le renforcement des infrastructures, l'amélioration de l'accès aux soins et la réduction des disparités, ils s'inscrivent dans les priorités des pays partenaires et les ODD. Adoptant une approche intégrée, LuxDev agit sur plusieurs leviers : formation des professionnels, expansion des services en zones rurales et adoption d'innovations comme la télémédecine. Cet engagement vise non seulement à améliorer durablement les systèmes de santé, mais aussi à favoriser l'appropriation des actions par les autorités locales et les communautés bénéficiaires.

• DES PROGRÈS CONCRETS AU SÉNÉGAL

Au Sénégal, la Coopération luxembourgeoise appuie un programme majeur depuis 2018 visant à renforcer le système de santé et de protection sociale, particulièrement dans la gestion des urgences, la prévention des maladies non transmissibles telles que le diabète, les maladies cardiovasculaires et certains cancers, ainsi que la massification des mutuelles de santé et des mesures de protection sociale. En 2024, des avancées notables ont une fois encore été réalisées. Quatre centres de régulation des appels d'urgence ont été construits et équipés à Saint Louis, Touba, Kaolack et Ziguinchor, tandis que 22 ambulances médicalisées ont été fournies au Service d'aide médicale urgente (SAMU). Les appuis conséquents du programme sur la chaîne de secours des urgences ont permis la régulation médicale de 9 833 malades et la sensibilisation de plus de 47 000 personnes au numéro 1515 d'appel des urgences.

• LE SAVIEZ-VOUS? •

Dans l'est du Congo, la Coopération luxembourgeoise soutient l'hôpital et la fondation Panzi, qui soignent et réinsèrent les victimes de violences sexuelles et de traumatismes. En 2024, 4 268 interventions chirurgicales y ont été réalisées, témoignant de son rôle vital pour la population. Le projet soutient notamment deux cliniques juridiques, qui offrent une assistance juridique gratuite. La hausse des demandes d'accompagnement – de 469 à 718 en un an – illustre à la fois la détérioration de la situation dans cette région mais aussi la confiance croissante de la population envers ces services.

TÉMOIGNAGE •



Mme Ndeye Bineta MBOW SANÉ, directrice de l'unité départementale de l'assurance maladie (UDAM) de Foundiougne, au Sénégal, nous parle de l'appui que son UDAM a pu recevoir dans le cadre du programme de santé et protection sociale.



Le soutien de la Coopération luxembourgeoise est arrivé à un moment-clé de la vie de l'UDAM – une structure mutualiste visant à améliorer l'accès aux soins et à renforcer la protection sociale en s'appuyant sur la solidarité et la gestion communautaire – en apportant un financement pour la sensibilisation. Une communication adaptée est en effet essentielle pour favoriser l'adhésion à l'assurance maladie, qui n'est pas obligatoire. Grâce à cet appui, nous avons intégré des relais communautaires, les marraines de quartier et les présidents d'antennes dans la sensibilisation. Cet appui en communication a eu des effets palpables sur le développement du nombre d'adhérents de l'UDAM : le taux de pénétration est passé de 26 % en 2017 à 75 % aujourd'hui.

Une autre évolution a été l'ouverture d'un guichet sur l'île de Niodior, longtemps demandée par la population. Avant cela, un collecteur se déplaçait une fois par mois sur une île du Delta du Saloum, ce qui limitait l'accès aux services. Le programme a accompagné la mise en place du guichet, ce qui a permis de faire passer le taux de pénétration de moins de 2 % à près de 58 % en un an et demi.

Enfin, nous avons signé une convention avec le SAMU pour la prise en charge des transferts médicalisés, une première pour une mutuelle de santé communautaire. C'est une avancée majeure pour la protection sociale des populations de Foundiougne.



Laboratoire de cathétérisme à l'hôpital de Prizren, au Kosovo



• DES SYSTÈMES DE SANTÉ RENFORCÉS

Le programme de santé et nutrition au Laos agit dans une démarche similaire pour élargir l'accès à des services de santé de qualité et abordables, pour plus de 1,4 million de personnes dans les provinces de Bolikhamxay, Khammouane, Vientiane et Bokeo. Ce programme s'attaque lui aussi à des défis persistants tels que la mortalité infantile et maternelle, ainsi que les déficits nutritionnels, notamment en renforçant les infrastructures des soins de santé et en développant une main-d'œuvre qualifiée. En 2024, le programme a attribué 169 bourses à des professionnels de la santé, afin de les doter des compétences et connaissances nécessaires pour exercer. En outre, un équipement avancé pour la chaîne du froid du sang, d'une valeur d'environ 2 MEUR, a été fourni par la société luxembourgeoise B-Medical à la Croix-Rouge lao. Cet investissement a permis d'augmenter de 50 % la capacité de stockage des produits sanguins et d'améliorer considérablement la sécurité et l'intégrité de la chaîne du froid dans l'ensemble du pays.



Au Kosovo, le programme d'appui au secteur de la santé - phase II a lui aussi pour objectif d'améliorer la qualité et l'accessibilité des services de santé, en donnant la priorité au développement des capacités des professionnels, à la modernisation des infrastructures et équipements, et à la mise en œuvre d'outils et de pratiques de santé standardisées. En 2024, des activités notables ont été réalisées, telles que la réaccréditation du programme de résidence en médecine familiale et l'installation complète d'un laboratoire de cathétérisme à l'hôpital de Prizren, fournissant des services de cardiologie interventionnelle pour la région du sud du Kosovo et réduisant la dépendance aux traitements coûteux à l'étranger ou dans des cliniques privées. En outre, les soins maxillo-faciaux sont devenus disponibles dans ce même hôpital, bénéficiant à plus de 1 400 patients, tandis que plus de 1 100 femmes ont subi des tests de Pap au laboratoire de pathologie de l'hôpital de Gjilan.

Enfin, la Coopération luxembourgeoise soutient la Mongolie depuis 2001 dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires, principales causes de mortalité. En 2024, le projet de cardiologie, chirurgie cardiaque et télémédecine a renforcé la prévention, la capacité chirurgicale et les soins cardiaques avec l'aide de l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle du Luxembourg. La proportion d'opérations à cœur ouvert réalisées par des chirurgiens mongols formés est passée de 64,4 % en 2023 à 74,6 % en 2024. Des dispositifs de mesure de la tension artérielle ont été installés dans sept centres commerciaux, permettant de réaliser 3 520 mesures et d'encourager les personnes à consulter en cas de pression artérielle élevée. Enfin, une coopération avec le Laos a été lancée pour partager l'expérience mongole en télémédecine et cardiologie interventionnelle.■

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE EN 2024 •

DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

	Déboursés 2023	Déboursés 2024
BUREAU BÉNIN	6 878 390	7 845 386
BUREAU BURKINA FASO	17 298 152	15 899 128
BUREAU CABO VERDE	16 564 618	22 679 672
BUREAU MALI	12 462 721	7 682 948
BUREAU NIGER	10 990 280	1 680 829
BUREAU RWANDA	8 570 490	11 569 555
BUREAU SÉNÉGAL	12 342 057	20 551 748
BUREAU KOSOVO	4 518 682	7 169 513
BUREAU ASIE	19 753 708	16 918 851
Laos	19 375 222	16 653 413
Vietnam	365 192	265 438
BUREAU AMÉRIQUE LATINE	5 747 030	1 819 469
Amérique latine et Caraïbes	5 479 426	1 536 462
Costa Rica	-	92 204
Salvador	106 511	215 019
Nicaragua	161 093	-24 216
COOPÉRATIONS DÉLÉGUÉES AU TOGO	-	2 993 900
PROGRAMMES GLOBAUX	20 563 315	27 553 225
Europe	30 230	-
Mongolie	1 144 634	1 613 660
Multi-pays	12 480 067	7 153 355
République démocratique du Congo	1 857 800	2 535 404
Ukraine	5 050 584	16 250 806
Total	135 689 442	144 364 226



RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES FORMULÉS ET MIS EN ŒUVRE PAR LUXDEV EN 2024

NOM DU PROJET/PROGRAMME	PAYS	BAILLEUR(S)
• AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE		
Appui à la gestion durable des forêts	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la gestion durable des ressources forestières	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono (Delta Mono)	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg et Union européenne
Développement rural et sécurité alimentaire	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Forests4Future	Togo	Grand-Duché de Luxembourg et Allemagne
Programme d'appui aux filières agropastorales - phase II	Mali	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Projet de recherche et innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Mali, Niger	Union européenne
Résilience des communautés rurales de Kita - phase III	Mali	Grand-Duché de Luxembourg et Caritas Suisse
Sylviculture durable et énergies renouvelables efficaces pour améliorer les moyens de subsistance	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Transformation vers des systèmes alimentaires durables - Kwihaza	Rwanda	Union européenne et Grand-Duché de Luxembourg
• DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE		
Croissance durable et inclusive	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au Basket Funding for Pro-Poor Development	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg, Kreditanstalt für Wiederaufbau et AFD
Programme de développement local	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - phase II	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
• DIGITALISATION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION		
D4D Hub Union africaine - Union européenne	Multi-pays	Union européenne, Allemagne, AFD, Estonie, Enabel et Grand-Duché de Luxembourg
Développement digital (BeDigital)	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
E-gouvernance et digitalisation spatiale	Costa Rica	Grand-Duché de Luxembourg
Emploi des jeunes et digitalisation	Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
SnT4Dev	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à l'Union africaine pour la création et le déploiement d'une équipe continentale d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Transformation digitale de l'économie togolaise (ProDigiT)	Togo	Grand-Duché de Luxembourg et Allemagne

• EAU ET ASSAINISSEMENT		
Eau et assainissement	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Eau et assainissement	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
• ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI		
Aide budgétaire sectorielle de l'emploi et employabilité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Améliorer les compétences pour un emploi global dans l'agriculture moderne	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels (APOSE)	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg, Autriche, AFD, Burkina Faso, Monaco et Suisse
Appui à la réforme de la formation technique et professionnelle - phase II	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg et Kosovo
Appui au Fonds commun sectoriel éducation	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation	Burkina Faso	Union européenne, AFD, Canada, Grand-Duché de Luxembourg, Partenariat mondial pour l'éducation, Suisse et UNICEF
Appui au programme national de formation et d'insertion professionnelle - phase II	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
BenkadiBaara - Tous ensemble pour l'emploi des jeunes !	Burkina Faso	Union européenne et Grand-Duché de Luxembourg
Compétences digitales	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Compétences pour des emplois durables	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Compétences pour le tourisme	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture	Laos	Union européenne, Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Éducation et formation professionnelle	Mali	Union européenne
Formation et insertion professionnelle	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Formation professionnelle, employabilité et insertion	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Formation professionnelle et technique	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Initiative FIT ! Sénégal	Sénégal	Union européenne, Allemagne, France, Grand-Duché de Luxembourg, Italie, Pays-Bas, Suisse
Programme d'appui à la formation agricole et rurale (ProFAR 2)	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg et AFD
Programme d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'employabilité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg et AFD
Programme de construction de l'École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg et Bénin
Projet de formation et insertion professionnelle agricole dans le pôle de développement agricole n° 4	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la relance du Kryvyi Rih <i>raion</i>	Ukraine	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la reconversion professionnelle et à l'emploi	Kosovo	Union européenne
VET Toolbox 2	Multi-pays	Union européenne et Allemagne

• ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE		
CARe Hue - Adaptation au changement climatique et résilience dans la province de Thua Thien Hue	Vietnam	Fonds vert pour le climat et Grand-Duché de Luxembourg
Permettre au Cabo Verde d'accéder directement au Fonds vert pour le climat pour le financement climatique	Cabo Verde	Fonds vert pour le climat
Programme d'action climatique	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui à la transition énergétique	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Projet pilote NAMA sur l'efficacité énergétique de l'éclairage dans la ville de Hue	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Récupération et valorisation des espaces pastoraux	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Transition énergétique et atténuation des effets du climat	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
• FINANCE D'IMPACT		
Appui au développement du Kigali International Finance Center	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au Female Entrepreneurship Fund	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au fonds Bloc Smart Africa	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Contribution au fonds Global Green Bond Initiative	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Finance for resilience	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Finance inclusive	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Finance inclusive et innovante	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Renforcement des capacités dans le secteur financier	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Smallholder Safety Net Up-Scaling Programme	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
INTEGO NDC Facility	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la coopération triangulaire dans le secteur financier entre le Vietnam, le Laos et le Luxembourg	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
• GOUVERNANCE		
Appui à l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la gestion des finances publiques	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la production, l'analyse et la dissémination de statistiques de qualité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la société civile	Bénin	Union européenne et Grand-Duché de Luxembourg
Appui au cadastre fiscal du Burkina Faso dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Assistance technique dans le contexte de l'intégration européenne	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Gouvernance et suivi du PIC V	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg

Migration, cohésion sociale, intégration économique et gouvernance	Costa Rica	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui à l'initiative conjointe Transfo'publique en Afrique de l'Ouest	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg et AFD
Renforcement de l'efficacité de la gestion de l'aide publique au développement au Laos	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la société civile	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
• SANTÉ		
Appui à l'hôpital et à la Fondation Panzi	Congo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au secteur de la santé du Kosovo - phase II	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui budgétaire sectoriel dans le secteur de la santé	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Cardiologie, chirurgie cardiaque et télé médecine	Mongolie	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de la santé - phase II	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Programme santé et nutrition	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Santé et protection sociale	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Santé et protection sociale	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg, Fonds des Nations unies pour la population
• AUTRES		
Accompagnement et suivi des projets de coopération bilatérale	Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire	Costa Rica	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire	Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au fonds commun des donateurs du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui transversal au PIC « Développement – Climat – Énergie »	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Assistant technique junior 2023	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Assistant technique junior 2024	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Business Partnership Facility	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Fonds d'assistance technique régional	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Fonds de soutien à l'énergie en Ukraine	Ukraine	Grand-Duché de Luxembourg
LuxAid BRIDGES	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Secteur privé: mise en place d'un portefeuille d'instruments dédiés	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la reconstruction en Ukraine	Ukraine	Grand-Duché de Luxembourg

LuxDev

A 10, rue de la Grève • L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 • **E** contact@luxdev.lu

f in   **luxdev.lu**



LUXDEV

**Luxembourg
Development Agency**